

Evelyne BONIS
Professeur des universités, agrégé de droit privé et sciences criminelles, PR EXC 1
Université de Bordeaux
Directrice de l'Institut de sciences criminelles et de la justice (UR4633)

evelyne.bonis@u-bordeaux.fr

Identifiant ORCID : [0000-0001-9240-0447](https://orcid.org/0000-0001-9240-0447)

Champs de recherche
Procédure pénale, droit de la peine

Cursus universitaire

2007 : Agrégation de droit privé et sciences criminelles (Premier concours présidé par le Pr. J.-L. Bergel : rang 13)

2005 : Admissible au Premier concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur en droit privé et sciences criminelles

2003 : Sous-admissible au Premier concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur en droit privé et sciences criminelles

2001 : Qualification aux fonctions de maître de conférences par le Conseil national des université (section 01)

2001 : Prix de thèse de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

2000 : Docteur en droit

Titre de la thèse : « *Les décisions provisoires en procédure pénale* »

Directeur de la recherche : M. le professeur Philippe Conte

Jury : MM. les professeurs, Philippe Conte, Patrick Maistre du Chambon, Didier Rebut, Jean

Hauser et Jean-François Overstake

Date et lieu de soutenance : 21 décembre 2000, Université Montesquieu-Bordeaux IV

1996 : DEA de droit privé et sciences criminelles (rang 2), Université Montesquieu Bordeaux 4 (mention Abien, rang 2 *ex aequo*)

Mémoire : Le droit à l'assistance d'un interprète en procédure pénale, dir. Ph. Conte

1995 : Maîtrise en droit pénal et carrières judiciaires, Université Montesquieu Bordeaux 4 (mention Bien)

1994 : Licence en droit, Université Montesquieu Bordeaux 4 (mention Tbien). Prix de la ville de Pessac accordé au lauréat de la Faculté de droit de Bordeaux en Licence.

1993 : Deug de droit à l'Institut d'études juridiques de Périgueux, Université Bordeaux 1 (mention Bien)

Situation statutaire

Depuis janvier 2014 : Professeur agrégé de droit privé et sciences criminelles, Université de Bordeaux (Institut de sciences criminelles et de la justice UR 4633)

De 2007 à 2014 : Professeur agrégé de droit privé et sciences criminelles, Université Montesquieu Bordeaux 4

De 2001 à 2007 : Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux 4

De 1998 à 2001 : Doctorant, Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (Ater), Université Montesquieu Bordeaux 4

De 1996 à 1998 : Doctorant, Allocataire de recherche, Université Montesquieu Bordeaux 4.

Enseignements à l'Université de Bordeaux

Ci-dessous les enseignements dispensés au cours de l'année universitaire 2024-2025

L1	Droit	Introduction au droit pénal et sciences criminelles	Formation initiale / Présentielle	CM	100	31.50 HETD	
L3	Droit parcours droit privé	Procédure civile	Formation initiale / Présentielle	CM	300	52.5 HETD	
M1	Mentions Droit pénal / Justice	Procédures pénales spéciales	Formation initiale / Présentielle	CM	150	52.5 HETD	
	Mention Droit pénal	Droit de la peine	Formation initiale / Présentielle	CM	100	26.5 HETD	
M2	Mention Droit pénal	Techniques d'individualisation de la détention	Formation initiale / Hybride	Classe inversée	25	30 HETD	
		Mesures restrictives liberté, droit avant jugement	Formation initiale / Présentielle	Classe inversée		15 HETD	
		Acteurs de l'exécution et de l'application des peines		CM		4.5 HETD	
	Mentions Droit pénal / Justice	Procédure pénale approfondie	Formation initiale / Présentielle	Classe inversée	65	30 HETD	
	Mention Justice	Méthodologie du rapport de stage	Formation initiale / Présentielle	TP	32	2 HETD	
		Directions d'études et de recherche		TD		4 HETD	
	Mention Droit pénal	Droit de la peine	Formation initiale / Présentielle	Classe inversée	25	15 HETD	
IEJ	Prépa ENM	Actualisation		Supports écrits		10 HETD	
		Tutorat	A distance	<u>Tutorat</u>	5	40 HETD	
	Prépa CRFPA	Mise en situation (grand oral)	Formation initiale / Présentielle	Oraux		4 HETD	
	Examen CRFPA	Procédure civile modes amiables de résolution		Copies	100	10 HETD	
	Prépa MAP (*)	Conférences métiers de l'administration pénitentiaire	Formation initiale / Présentielle	CM	1	3 HETD	

Missions d'enseignement à l'étranger

- Mission d'enseignement du droit pénal des affaires à l'Université d'Hanoï (Vietnam) dans le master 2 droit de la coopération internationale (20h) en 2010, 2012, 2013, 2014 et 2018.
- Conférence à la Maison du droit de Hanoï (Vietnam) sur la « Prescription de l'action publique des infractions d'affaires » en 2010
- Mission enseignement du droit pénal des affaires à Casablanca (Maroc) dans un Master Comptabilité – Finances en 2002

Responsabilités d'intérêt général

* Participation à la vie de l'université

- **Depuis 2022: Directrice de l'ISCJ**
- **Depuis le 1^{er} fév. 2022 : Elue membre de la Commission recherche de l'Université de Bordeaux**
- **Depuis le 1^{er} mars 2022 : Président adjointe de la section disciplinaire de l'Université de Bordeaux compétente à l'égard des enseignants-chercheurs et enseignants**
- De 2018 à 2021 : Directrice adjointe de l'ISCJ
- De septembre 2014 à aout 2022 : Directrice de l'Institut d'études judiciaires de Bordeaux
- 2012-2014 : Membre élu du Conseil scientifique, Université Montesquieu Bordeaux 4
- 2014-2018 : Membre élu du Conseil de la faculté de droit et science politique, Université de Bordeaux
- 2009-2014 : Directrice des études de la préparation Avocats de l'Institut d'études judiciaires de l'université de Bordeaux
- 2008-2012 : Membre élu du Conseil des études et de la vie universitaire, Université Montesquieu Bordeaux 4

* Implication universitaire au niveau national

- **Depuis 2022 : HCERES : expert panel depuis 2022 - participation à des évaluation (vagues C, D et E)**
- De 2011 à 2019 : Membre Conseil national des universités, section 01.
- Participation à plusieurs jurys de soutenance de thèse et d'habilitation à diriger des recherches
- Participation à plusieurs comités de sélection et commissions en vue du recrutement de maîtres de conférences ou professeurs des universités
- Participation à des comités de suivi de thèse dans d'autres universités (Perpignan et Corte)
- HCERES : participation à une évaluation (Université de Poitiers en 2017)

* Implication extra universitaire

- **Depuis janvier 2025 : Membre de la Commission de prévention des conflits d'intérêts de la CCI de Bordeaux**
- **A compter de 2019 : membre du conseil pédagogie et scientifique de l'Ecole nationale d'administration pénitentiaire**
- 2009-2017 : Membre titulaire du Conseil d'administration de l'École des Avocats Bordeaux Aliénor, nommée par le Président de l'université de Bordeaux, 1^{er} mandat (2009-2013) et 2nd mandat (2013 à 2017)
- 2009-2014 : Membre du jury de l'examen d'aptitude et de classement des auditeurs de justice, ENM

* Participation à des missions d'expertise pour le Ministère de la Justice (France)

- Participation par voie de réponse à un questionnaire en décembre 2024 aux travaux de la Mission d'urgence consacrée à l'exécution des peines mise en place par le Garde des Sceaux D. Migaud.

- Membre de la Commission Cotte installée par Mme Taubira, Ministre de la Justice, de mars 2014 à décembre 2015 en vue d'une simplification et d'une recodification du droit de la peine.
- Participation à une réflexion sur la computation de la période de sûreté au Ministère de la justice, juin 2014
- Expertise à la demande du Ministère de la Justice de l'avant-projet de réforme pénale de Mme Taubira, septembre 2013.

* Auditions en qualité d'expert

- 2023 : Audition par la Commission des lois du Sénat au sujet de la recodification à droit constant du code de procédure pénale le 22 mars 2023 dans le cadre de la réforme du Code de procédure pénale.
- 2018 : Audition au Sénat au sujet du volet pénal du projet de programmation 2018-2022 et pour la réforme de la justice le 26 septembre 2018
- 2018 : Audition par la CNCDH au sujet du volet pénal du projet de programmation 2018-2022 et pour la réforme de la justice le 28 septembre 2018
- 2016 : Audition par le ministère de la Justice du Vietnam (Hanoi 2016) au sujet de la réforme du code pénal vietnamien

Responsabilités pédagogiques

- Depuis 2012 : Codirection de la mention Justice procès et procédure
- Depuis 2017 : Référente de l'UE professionnalisation magistrats en master 1 avec A. Bergeaud-Wetterwald
- De juillet 2019 à déc. 2021 Référent pédagogique de l'UE Disrupt campus pour le collège de droit, économie et gestion
- De 2009 à 2012 : Direction du master 2 Contentieux judiciaire

Responsabilités de recherche

* Participation à des contrats de recherche – Recherches collectives

- Co porteur avec V. Peltier d'un projet de recherche 2020-2022 sur la Covid-19 et la prison en réponse aux appels UB réact, Dets et Ami flash de la région Nouvelle Aquitaine de 2020. Budget de 40 000 euros.
- Co responsable d'une recherche GIP 2017-2019 portant sur Longues peines avec M. Derasse (MCF, Lille). Budget de 22 000 euros.
- Co porteur avec V. Malabat d'un projet pluriannuel de recherche sur la qualité des Normes 2012-2017
- Participation à un projet collectif de recherche sur les professions juridiques en Europe, Contrat de recherche financé par la Mission de recherche Droit et justice, ministère de la Justice.
- Participation à un projet collectif de recherche consacré aux principes européens du droit des contrats

* Valorisation de la recherche – Responsabilités éditoriales

- De 2014 à 2022 : Codirectrice de la publication Les Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées.
- Directrice de l'Atelier régional de jurisprudence Bordeaux-Agen, travaillant à l'élaboration du fichier de jurisprudence de la base Juris-Data (LexisNexis) de 2004 à 2014

* Expertises de réponses à des AAP de 2020 à 2024

- Depuis 2019 : Expert auprès du fonds national belge de la recherche scientifique (FNRS). Expertise de 3 dossiers : Projet « *Construire une famille par-delà l'incarcération : approches de droit comparé* », avril 2020 ; Projet « *La famille au-delà de l'incarcération* », août 2020 ; Projet « *Le travail communautaire : effets de lieu et expérience d'une peine de probation* », 2021.
- Expert auprès de l'ANR depuis décembre 2024. Expertise d'un projet en décembre 2024 dans le champ du droit de la peine intitulé « *L'échelle des peines* ».
- Expertise ponctuelle pour la Maison des sciences de l'Homme de Bretagne en 2020 sur une réponse à un AAP dans le champ du droit de la peine intitulé « *La motivation des peines prononcées en droit français* ».

Analyse interdisciplinaire d'un objet pénal entre théorie et pratique juridiques ».

* Expertises en vue de prix de thèse

- Rapporteur chaque année en vue de l'attribution du prix de thèse de l'ENM. 1 à 2 thèses par an
- Rapporteur auprès de la MSH de Bordeaux en vue de l'attribution du prix de thèse de la MSH 2024.

* Direction de thèse

Thèses soutenues

1. Claire Mandon « *L'identité de la notion de sanction pénale en droit pénal français* », thèse financée grâce à un contrat doctoral, encadrement à 100 %. La thèse a été soutenue à l'Université de Bordeaux le 27 novembre 2020. Qualifiée au CNU 01 session 2021 (mais recherche infructueuse de poste). Mme Mandon est aujourd'hui avocate au barreau de Bordeaux.
2. Tomi Hilaire NYADJAM, « *Le temps dans la répression pénale. Etude comparative France Cameroun* », thèse sans financement débutée en 2017, encadrement à 100 %. Soutenue à Bordeaux le 30 novembre 2022. M. Nyadjam est désormais avocat au barreau du Mans.
3. Manon DE SAINT LEGER, « *Articulations des procédures pénale et fiscale* », thèse financée au moyen d'une convention CIFRE passée avec un cabinet d'avocat, encadrement à 100 %. Soutenue à Bordeaux le 13 décembre 2022. Cette thèse a reçu le prix de la Cour des comptes et le prix du Barreau de Bordeaux. Elle est en cours de publication chez Maré et Martin. Mme De Saint Léger est désormais avocat au barreau de Bordeaux.

Thèses en cours

1. Alexis MAITRE MILLAT, « *L'action au stade de l'application des peines* ». Thèse débutée en 2021 et financée au moyen d'un contrat doctoral. Encadrement à 100 %. Soutenance envisagée début 2026.
2. Latifah ALSHAMMARI, « *Le droit de l'avortement : étude comparative entre le droit française et le droit koweïtien* ». Thèse débutée en 2022, non financée.
3. Robin SANCHEZ, « *Les courtes peines d'emprisonnement : contribution à l'analyse économique du droit* », thèse débutée en 2023, financée grâce à l'obtention à +1 d'un contrat doctoral. Encadrement à 100 %.
4. Manon ARACIL, « *La notion de victime dans un approche comparative France-Canada* ». Thèse non financée débutée fin 2023. Encadrement à 50%. Codirection avec le Pr. Manirabona de l'université de Montréal.
5. Sanae LAKAIBI, « *L'image du procès pénal* ». Thèse débutée en 2023, non financée. Encadrement à 100%.

* Participation à des jurys de thèse

1. Alenezi Nasser, « *Nouvelles technologies et justice civile : analyse comparative des systèmes français et koweïtien* », Bordeaux, 2 sept. 2024, dir. A. Bergeaud-Wetterwald, *examinatrice et présidente du jury*.
2. Diane Humbert, « *Vers un principe de réinsertion en matière pénale* », Lyon 3, 29 nov. 2024, dir. X. Pin, *Rapporteur*.
3. Magne Amandine, « *La notion de réinsertion sociale des condamnés* », Poitiers, 20 nov. 2024, dir. L. Laurence Leturmy. *Rapporteur*.
4. Nabat Yoann, « *Fichiers de police et de justice et libertés fondamentales* », Bordeaux, 12 juin 2023, dir. V. Peltier, *Examinatrice et présidente du jury*.
5. Ruiz Daniel, « *La loyauté de la preuve en procédure pénale française* », Perpignan, 10 oct. 2023, dir. V. Valette Ercole, *Rapporteur*.
6. Plantinet Lucas, « *L'adaptation de la procédure pénale. Contribution à l'étude d'une mutation de l'action publique* », Tours, 8 déc. 2023, dir. F. Fourment, *Examinatrice*.
7. Dourges Tiphaine, « *Répressions pénale et extra-pénale en droit comparé français et canadien, contribution à la*

- théorie générale de la répression* », Bordeaux, 9 déc. 2022, dir. O. Décima, *Examinatrice*.
8. Drevet Barbara, « *Les motifs d'exonération en droit pénal international* », Bordeaux, 25 mars 2022, dir. V. Malabat, *Examinatrice et présidente du jury*.
 9. Leblond Manon, « *Le principe d'individualisation de la peine en droit pénal français* », Montpellier, 16 avril 2021, dir. A. Ponselle, *Rapporteur*.
 10. Poirier Christophe, « *La réclusion criminelle à perpétuité. Permanence de la rationalité éliminatoire dans le système pénal français* », Poitiers, 11 octobre 2021, dir. R. Parizot, *Rapporteur*.
 11. Weber Valentin, « *La pluralité de victime en matière pénale* », Bordeaux, 6 déc. 2021, dir. V. Malabat, *Examinatrice*.
 12. Nardari Leslie, « *Le cumul de sanctions* », Toulouse, 13 nov. 2020, dir. A. Botton, *Rapporteur*.
 13. David Timothée, « *L'objet en procédure pénale : contribution à l'étude des actes et des actions* », Bordeaux, 10 décembre 2020, dir. O. Décima, *Examinatrice*.
 14. Morgante Victoria, « *Le droit à la protection de la santé des personnes détenues* », Pau, 2 déc. 2020, dir. J.-P. Céré, *Examinatrice*.
 15. Nicolas Duberge, « *La spécialisation de la justice des mineurs est-elle toujours effective ?* », (Direction Mme le Professeur Larribau-Terneyre), Pau, 29 novembre 2018, *rapporteur*.
 16. Hélène Christodoulou, « *Le parquet européen : prémices d'une autorité judiciaire de l'Union européenne* », (Direction M. Le Pr ; B. de Lamy), Toulouse, 20 septembre 2019, *rapporteur*.
 17. Amélie Marcellin, « *Essai d'une théorie générale de la substitution en matière pénale* », (Direction M. le Pr. X. Pin), Lyon III, 29 janvier 2018, *rapporteur*.
 18. Céline Mitcha, « *L'administration de la preuve en droit pénal français – Exemple et pratique judiciaire de la gendarmerie nationale* », (Direction de Madame Nord-Wagner), Strasbourg, 22 septembre 2017, *rapporteur*.
 19. Thibaut Aznar, « *La protection pénale du consentement donné par le consommateur* », (Direction Mme V. Valette-Ercole), Perpignan, 20 octobre 2017, *rapporteur*.
 20. Mme Delattre, « *Les peines préventives. Etude comparée de leurs dynamiques en France, en Angleterre et au Pays de Galles* », (Direction Mme le Pr. G. Giudicelli-Delage), décembre 2017, Paris 2, *rapporteur*.
 21. Alexandre Roy, « *Étude du principe d'individualisation en matière pénale* », (Direction M. le Pr. X. Pin), Lyon III, 9 novembre 2016, *rapporteur*.
 22. Julien Valiergue, « *Les conflits d'intérêts, Contribution à l'étude de la notion de pouvoir* », (Direction M. le Professeur G. Wicker), Bordeaux, 30 novembre 2016, *assesseur*.
 23. Maxime Brenaut, « *Le renouveau des mesures de sûreté en droit pénal français* », (Direction M. le Pr. Ph. Conte), 5 décembre 2016, *rapporteur*.
 24. Arnaud Devaud, « *La catégorisation en droit de l'exécution des peines. Exemple pris des procédures particulières fondées sur la dangerosité des condamnés* », (Direction Madame le Professeur Leturmy), Poitiers, 12 décembre 2016, *rapporteur*.
 25. Anais Danet, (directeur Mme le Professeur Bergeaud-Wetterwald), Bordeaux, 5 septembre 2016.
 26. Astrid Garraud, « *La réforme pénitentiaire* », (Direction Mme Courtin), Nice, 4 décembre 2015, *rapporteur*.
 27. Catherine Tzutzuiano, « *L'effectivité de la sanction pénale* », (Direction Mmes les professeurs Douchy-Oudot et S. Cimamonti), Toulon, 2 décembre 2015, *rapporteur*.
 28. Laure Pelletier, « *Le rôle du juge répressif dans les mesures pénales d'enfermement* », (Direction Mme Lapérou-Schneider), Besançon, 10 juillet 2015, *rapporteur*.
 29. Hélène Dantras-Bioy, « *Le jour-amende* », (Direction Mme le Professeur Valérie Malabat), Bordeaux, 7 février 2014, *rapporteur*.
 30. Elise Letouzey, « *La répétition d'infractions* », (Direction M. le Professeur B. De Lamy), Toulouse, 3 décembre 2014, *rapporteur*.
 31. Philippe Collet, « *L'acte coercitif en procédure pénale* », (Direction M. Le Professeur D. Rebut), Paris 2, 14 décembre 2014, *rapporteur*.
 32. Sarah-Marie Cabon, « *La négociation en matière pénale* », (direction Mme le Professeur V. Malabat), Bordeaux.
 33. Hania Kraba, « *Les voies de recours à l'encontre des sanctions disciplinaires carcérales en droits français et canadien, thèse en co-tutelle (direction Mme GHELFI pour l'Université de Nice et M. HUGUES pour l'Université de Montréal)* », Nice, novembre 2014, *rapporteur*.
 34. Yannick Joseph-Ratineau, « *La privatisation de la répression pénale* », (Direction Mme Giacomelli), Aix-Marseille, 6 décembre 2013.

35. Alice Boivin et, Les techniques audiovisuelles et la justice pénale : des outils au service de la justice ? (Thèse en cotutelle (Co-direction J. Faget et Dan Kaminski), Bordeaux, 19 novembre 2012, présidence du jury.
36. Yannick Capdepon, Essai d'une théorie générale des droits de la défense (direction M. le Professeur J.-C. Saint-Pau), Bordeaux, 2011.
37. Charlotte Clavier-Rousset, L'habitude en droit pénal (direction Mme le Professeur V. Malabat), Bordeaux, 2011.
38. Clément Margaine, La capacité pénale (direction M. le professeur Ph Conte), Bordeaux, 28 octobre 2011.

Colloques : organisation et co organisation scientifique

1. « *L'image des lieux de détention par la presse ?* », Afterwork n° 9 au sein du cycle consacré à Droit pénal, justice et médias conduit par l'Institut des sciences criminelles et de la justice de Bordeaux, le 10 avril 2025.
2. « *Les sanctions de la délinquance lucrative* », colloque n° 2 dans le cycle de colloques de la thématique prioritaire Délinquance lucrative portée par l'Institut des sciences criminelles et de la justice de Bordeaux, codirection scientifique avec le Pr. C. Clavier-Rousset, Bordeaux, 1er juillet 2024. Parution des actes prévues pour 2026 au sein d'un ouvrage regroupant l'ensemble des travaux de l'ISCJ sur la thématique de la Délinquance lucrative.
3. « *Les intérêts de la justice* », codirection scientifique avec Barbara Drevet (MCF), à Clermont-Ferrand le 20 septembre 2024. Actes à paraître en 2025 chez L'Harmattan.
4. « *Le traitement de la délinquance lucrative* », colloque n° 3 dans le cycle de colloques de la thématique Délinquance lucrative portée par l'Institut des sciences criminelles et de la justice de Bordeaux, codirection scientifique avec le Pr. C. Clavier-Rousset, Bordeaux, 1er juillet 2024. Parution des actes prévues pour 2026 au sein d'un ouvrage regroupant l'ensemble des travaux conduits à l'ISCJ sur la thématique de la Délinquance lucrative
5. « *La crise de la covid-19 en milieu carcéral. Quel impact sur le climat pénitentiaire ?* », colloque international coorganisé par le Pr. V. Peltier, Bordeaux, les 20 et 21 octobre 2022. Actes parus au sein de l'ouvrage Covid-19, prison et normes pénales parus en 2023 chez LexisNexis.
6. « *Destruction d'archives publiques et obstacle à la vérité* », Afterwork n° 5 au sein du cycle consacré à Droit pénal, justice et médias conduit par l'Institut des sciences criminelles et de la justice de Bordeaux, le 26 juin 2023.
7. « *Les longues peines : guide pratique* », co organisation scientifique d'un colloque national en partenariat avec l'ENAP, mai 2020 (annulé pour cause de covid-19).
8. « *Les 20 ans du juge des libertés et de la détention* », direction scientifique d'un colloque national, ISCJ, Bordeaux, 15 juin 2020 (annulé pour cause de covid-19).
9. La responsabilité des professionnels et des dirigeants, co organisation scientifique d'une journée d'études des Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, Bordeaux, 2019. Actes aux Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi- Pyrénées, coll. Actes, n°3 (à paraître).
10. Le sens de la longue peine, co organisation d'un colloque dans le cadre du projet de recherche GIP sur les longues peines avec N. Derasse, Bordeaux, 14 juin 2019. Actes à paraître en ligne sur le site de l'Institut de sciences criminelles et de la justice.
11. La loyauté en procédure, co organisation scientifique d'une journée d'études des Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, Bordeaux, 2018. Actes parus aux Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi- Pyrénées, coll. Actes, n°2, 2018.
12. Le parcours d'exécution de peine, co organisation d'un colloque dans le cadre du projet de recherche GIP sur les longues peines avec N. Derasse, Lille, 2018.
13. Les écoutes judiciaires en procédure pénale, Direction scientifique de ce colloque, Bordeaux, 27 septembre 2017. Actes parus en ligne sur le site de l'Institut de sciences criminelles et de la justice.
14. L'appréciation des fautes et des manquements contractuels, co organisation scientifique d'une journée d'études des Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, Bordeaux, 2017.

- Actes parus aux Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi- Pyrénées, coll. Actes, n°1, 2017. Refonte du droit des peines. Quels changements si les préconisations de la Commission Cotte étaient suivies ?, Direction scientifique de ce colloque conduit en partenariat avec l'Ecole nationale de la magistrature, Bordeaux, 1er avril 2016. Actes parus chez Lexisnexis, 2016.
15. Environnement et peine privative de liberté, codirectrice scientifique avec M. Zabalza, MCF à Bordeaux, journée d'études qui s'est tenue à Bordeaux le 27 janvier 2012. Actes parus dans la collection Les travaux de l'ISJC de Bordeaux, Cujas.

Publications depuis 2010

Ouvrages individuels et direction d'ouvrages collectifs / Rapports

1. Covid-19, prison et Normes pénales, coécrit ss la dir. de E. Bonis et V. Peltier, Lexisnexis, 2024, 302 pages.
2. Droit de la peine, Manuel coécrit avec Mme Peltier, éd. Lexisnexis, collection Manuel. 4ème édition 2023, 909 pages.
3. La qualité des normes – L'application de la norme (tome 2), Actes de colloque, Co direction avec V. Malabat et coordination (rédaction de l'introduction, des chapeaux, tables...). Maré et Martin, déc. 2020, 426 pages.
4. Les longues peines, rapport final de recherche, Rapport GIP, n°17-33, sept. 2020, coécrit ss la dir. de E. Bonis et N. Derasse, 230 pages : [Mission de recherche Droit et Justice » RECHERCHER UN RAPPORT \(gip-recherche-justice.fr\)](#)
5. Les longues peines, note de synthèse, Rapport GIP, n°17-33, sept. 2020, coécrit ss la dir. de E. Bonis et N. Derasse : [Mission de recherche Droit et Justice » RECHERCHER UN RAPPORT \(gip-recherche-justice.fr\)](#)
6. Les longues peines, Préconisations, Rapport GIP, n°17-33, sept. 2020, coécrit ss la dir. de E. Bonis et N. Derasse, [Archives libres - Institut de Sciences criminelles et de la justice \(u-bordeaux.fr\)](#)
7. Droit de la peine, Lexisnexis, collection Manuel, coécrit avec Virginie Peltier, Professeur à l'Université de Bordeaux, 2019, 3 ème édition à paraître rentrée 2019.
8. Pour une refonte du droit des peines, Quels changements si les préconisations de la Commission Cotte étaient suivies ? sous dir. E. Bonis-Garçon, Lexisnexis, 2016.
9. La qualité des normes, tome 1, L'élaboration de la norme, co direction scientifique de cette parution avec Mme le Professeur V. Malabat, éd. Maré et Martin, 2016.
10. Droit de la peine, Lexisnexis, collection Manuel, coécrit avec Virginie Peltier, 2ème édition, 2014, 708 pages.
11. Droit de la peine, Lexisnexis, collection Manuel, coécrit avec Virginie Peltier, 1ère éd. 2011, livre élu lors de la première édition meilleur prix du livre juridique de l'année 2011 par le Conseil constitutionnel, 633 pages.
12. Procédure civile, Cujas, collection Manuel, 2017, 1ère édition, avec A. Bergeaud-Wetterwald et Y. Capdepon.
13. Les décisions provisoires en procédure pénale, Thèse, PUAM, 2001.

Articles parus dans des ouvrages collectifs

1. « L'encouragement à un environnement non carcéral de la peine », texte publié à partir d'une intervention lors d'un colloque consacré à « Environnement et peine privative de liberté », qui s'est tenu à Bordeaux le 27 janvier 2012, publié aux travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice de Bordeaux 2012, volume 2, pp. 157-167.
2. « Droit pénal et droit européen des droits de l'homme : influences réciproques », texte publié à partir d'une intervention lors du Congrès de l'Association française de droit pénal organisé à

- Bordeaux les 5, 6 et 7 octobre 2011, in *Droit pénal et autres branches du droit. Regards croisés*, collection Actes et études, éd. Cujas, 2012, pp. 427-439.
3. « L'identification de la sanction pénale, Le point de vue du pénaliste », texte publié à partir des actes d'un colloque organisé les 8-9 novembre 2012 à Bordeaux sur le thème Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal, in *Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal*, éd. Cujas, collection Actes et études, 2013, pp. 145-157.
 4. « QPC et notion de sanction pénale », in *Problèmes actuels de sciences criminelles*, Dossier QPC en matière pénale, Presses universitaires d'Aix-Marseille, tome XXIII, 2012, pp. 81-102.
 5. La loi du 15 août 2014, Les aménagements de peine, in éd. Panthéon-Assas, 2016.
 6. L'expertise pénale et la décision judiciaire pénale, in *travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice de Bordeaux*, éd. Cujas, 2016.
 7. La Cour européenne des droits de l'homme et la juridictionnalisation de l'enquête pénale, in *La juridictionnalisation de l'enquête pénale*, éd. Cujas, Collection Actes et études, 2016.
 8. Quelle adaptation des peines et quelle stratégie pénitentiaire dans la lutte contre le terrorisme, in *Le terrorisme : nouveaux enjeux, nouvelles stratégies. Aspects juridiques et criminologiques*, sous la direction de S. Pellé, Actes de colloque du 25 nov. 2016 à Pau, Presses universitaires de Pau et des Pays de l'Adour, collection Le droit en mouvement, n°6, 2017, pp. 77 et s.
 9. La nature de la sanction pénale en droit économique, in *Le droit pénal économique. Un droit pénal trans-spécial*, éd. Cujas, coll. Actes et études sous la direction de Mme Valette-Ercole, 2018, pp. 79 à 91.
 10. La forfaitisation de la réponse pénale : La simplification au mépris des droits fondamentaux, in *La simplification de la procédure pénale ?* dir. Y. Carpentier et A. Giudicelli, PUAM, 2019, pp. 83 et s.
 11. La motivation de la peine d'emprisonnement ou les vicissitudes de l'article 132-19 du code pénal, in *La motivation de la peine*, dir. E. Letouzey, Cepriaca, coll. Colloque, mars 2019.
 12. Réflexions sur la place des chiffres et des lettres en droit pénal, *Mélanges J.-M. Trigeaud*, ss. dir. A. Zabalza et C. Gard, éd. Bière, 2020, pp. 497-507.
 13. Réflexions sur la place et le rôle du juge de l'application des peines, in « *Quelles mutations pour la justice pénale du XXI^e siècle ? A partir de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice* », Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2020, pp. 245 à 261.
 14. La place de la justice restaurative dans le paysage pénal interne, avec V. Peltier, in « *Les dynamiques pénales du sentiment d'injustice* », ss. dir. De A. Gogorza, Toulouse, 2021.
 15. Henri Vizios et l'épanouissement de la procédure civile, co-écrit avec A. Bergeaud-Wetterwald, in « *150 ans de la Faculté de droit de Bordeaux, quel héritage doctrinal ?* » LGDJ, 2021, pp. 61 à 86.
 16. La création prétorienne d'une voie de recours nouvelle, coécrit avec V. Peltier, in « *Les conditions de détention, condition de la détention* », ss. dir. De S. Zientara-Logeay, Lexisnexis, 2021, pp. 219 à 229.
 17. Les longues peines de prison, co-écrit avec N. Derasse, Actu-Recherche, Mission Droit et Justice, n°9, fév. 2021, 8 pages.
 18. Les trains n'arrivent que rarement à l'heure : de quelques réflexions sur la fabrique de la loi de procédure pénale, « *Mélanges en hommage au professeur Ph. Conte* », coordination, éd. Lexisnexis, 2023, pp. 137 à 152.
 19. De la dépendance de la procédure pénale au droit civil : le cas des règles pénales applicables aux majeurs protégés, in « *Liber Amicorum en hommage à Y. Capdepon* », Maré et Martin, 2023, pp. 145 à 159.

Articles parus dans des revues nationales avec comité de lecture

1. Les réserves dites « transitoires » du Conseil constitutionnel et la procédure pénale, La lettre de la QPC, Conseil constitutionnel La lettre d'actualité de la QPC, n° 3, sept. 2024, en ligne : <https://qpc360.conseil-constitutionnel.fr/lettre-dactualite-qpc-ndeg3-septembre-2024>
2. Loi du 22 décembre 2021 : (re)donner confiance en l'exécution des peines ? coécrit avec V. Peltier : Dr. pénal fév. 2022, étude n°5, pp. 18 à 23.
3. Le Code pénitentiaire est entré en vigueur, Aperçu rapide : La Semaine Juridique Edition Générale n° 19, 16 mai 2022, 614.
4. Les longues peines de prison, co-écrit avec N. Derasse, Actu-Recherche, Mission Droit et Justice, n°9, fév. 2021, 8 pages.

5. Comment redonner du sens à l'exécution des longues peines privatives de liberté ? Etude coécrite avec N. Derasse, V. Peltier et C. Margaine : Droit pénal mars 2021, n°8.
6. Pour une révision des aménagements des longues peines, coécrit avec N. Derasse : AJ pénal, Dalloz, 2021, p. 250 et s.
7. La réclusion criminelle à perpétuité, Dalloz Actu étudiants, Focus, 27 avril 2021
<https://actu.dalloz-etudiant.fr/focus-sur/article/la-reclusion-criminelle-a-perpetuite/h/4a7dc80ccdfbd638628a3b7f15cf01de.html>
8. Commentaire de la loi n°2021-403 du 8 avril 2021 tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention, coécrit avec V. Peltier : Dr. pénal juin 2021, étude n°11, pp. 6 à 10.
9. Le droit de la peine et la lutte contre le covid-19 en milieu carcéral, in Dossier spécial La réponse pénale au Covid 19 : droit pénal d'exception ? article coécrit avec Pr. Peltier, Dr. pénal 2020, étude n°5.
10. La responsabilité des professionnels du droit, article coécrit avec Pr. Claverie-Rousset et M. Chevreul, doctorante à l'université de Bordeaux, in La responsabilité des professionnels et des dirigeants, Les cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, coll. Actes, n° 3, 2019, p. 43 à 94.
11. Peines de stage ou stage comme peine unique ? Dr. pénal 2019, étude n°2.
12. L'indépendance des magistrats du parquet ou le difficile exercice d'équilibriste du Conseil constitutionnel : Dr. pénal 2018, étude n°3.
13. La loyauté de la preuve en procédure civile, article coécrit avec M. Chevreul, doctorante à l'université de Bordeaux, in La loyauté dans le procès, Les cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, coll. Actes, n° 2, 2018, p. 43.
14. A propos de l'article 8 de la loi n°2016-987 du 21 juillet 2016 : vers la création d'un droit spécial des aménagements de peine pour les condamnés pour terrorisme : Dr. pénal 2016, étude n° 26.
15. La libération sous contrainte, Revue en ligne Ecole nationale de la magistrature, avril 2016.
16. Grâce et disgrâce des instructions hiérarchiques. A propos de la loi du 25 juillet 2013 relative aux attributions du Garde des sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique, article coécrit avec le Professeur O. Décima : JCP édition G., 2013, n°38 du 16 septembre 2013, n°955.
17. Libres propres relatifs au projet de loi constitutionnelle, coécrit avec M. Olivier Décima (professeur) : JCP 2013 édition G, p. 460.
18. Vers un droit pénal raisonné ? A propos du rapport de la Conférence de consensus du 20 février 2013 : JCP édition G, 2013, n°11 du 11 mars 2013, n°285, pp. 516-519.
19. Libres propos sur la participation des citoyens à la justice pénale avec le Professeur Aurélie Bergeaud-Wetterwald, RPDP 2012, n°3, p. 589 et s.
20. Commentaire de la loi n°2012-409 du 27 mars 2012 de programmation relative à l'exécution des peines, article coécrit avec Mme Peltier : Revue Droit pénal 2012, études n°11, pp. 9-18.
21. Le droit à l'assistance d'un avocat, Expression du droit à un procès équitable ou du droit à la liberté et à la sûreté ?, Note sous CEDH Simons c/ Belgique, 28 août 2012, Jade Bordeaux (<http://jade.u-bordeaux.fr/>).

Actes publiés de conférences internationales, congrès et colloques...

1. Le choix de la peine parmi les peines complémentaires, art. coécrit avec A. Maître-Millat, Actes d'un colloque consacré à « *La sanction de la délinquance lucrative* », Bordeaux, 1^{er} juillet 2024, à paraître ss. dir. C. Claverie-Rousset.
2. Les intérêts de la justice, Propos introductif coécrit avec B. Drevet, Colloque organisé à Clermont-Ferrand, le 20 septembre 2024, actes à paraître en 2025 chez L'Harmattan.
3. Les mutations contemporaines de la sanction pénale, in « *Sanction pénale* », colloque international, Tunis, les 15 et 16 avril 2024, à paraître.
4. La refonte du code de procédure pénale, Rapport de synthèse, Actes d'un colloque à Bordeaux, 23 juin 2023, ss. dir. Drevet et A. Costes, L'Harmattan, 2023, p. 157 et s.
5. Coronavirus et prison : la question des aménagements de peine des détenus, in « *La France et le Royaume-Uni à l'épreuve de la pandémie de Covid-19* », ss. dir. de A. Antoine, A. Blick, G. Gadbin-George et E. Gibson-Morgan, éd. Maré et martin, 2022, pp. 131 à 139.
6. Les nouveaux recours devant le juge judiciaire : promesses tenues ? in « *Les contentieux des*

conditions de détention », éd. Maré et Martin, 2024 – Actes du colloque portant sur Les contentieux des conditions de détention, ss. dir. Pr. S. Niquège, Université de Bordeaux, 25 mai 2022.

7. La prise en charge des condamnés à une longue peine privative de liberté, in « *Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire* », éd. Lexisnexus, 2023 - Actes du colloque portant sur Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire, ss. dir. Y. Carpentier, Université de Corse, Cargèse, 4 mars 2022, pp. 165 à 171.
8. L'opportunité du Code pénitentiaire : le point de vue du pénaliste, in « *Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire* », éd. Lexisnexus, 2023 - Actes du colloque portant sur Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire, ss. dir. Y. Carpentier, Université de Corse, Cargèse, 4 mars 2022, pp. 197 à 206.
9. Le contrôle de la Cour de cassation sur la motivation des peines, Revue du Centre Michel de l'Hospital, revue numérique 2022 – Actes du colloque portant sur « *La motivation de la peine* », ss. dir. Pr. F. Safi, Université de Clermont-Ferrand, 20 mai 2022.
10. La genèse du code pénitentiaire. Un code attendu ? PUAM 2023 – Actes du colloque portant sur « *L'entrée en vigueur du code pénitentiaire* », ss. de Mmes Maillefer et Tzutzuiano, Université de Toulon, 27 octobre 2022.

Fascicules Jurisclasseur Lexisnexus et Rubriques au Répertoire Dalloz

1. Régime pénitentiaire dérogatoire pour faire face à l'épidémie de Covid 19, coécrit avec V. Peltier, Juris-Classeur Pénal, création, juin 2020.
2. Les conversions de peine, Juris-classeur Procédure pénale, création 2024.
3. Le travail d'intérêt général, Refonte, Juris-Classeur pénal, 2014
La surveillance électronique de fin de peine, art. 723-28 du Code de procédure pénale, Juris-Classeur pénal, 2013.
4. Les notions fondamentales de la procédure pénale, Juris-Classeur Pénal des affaires, réactualisation en 2012 d'un fascicule rédigé en 2008.
5. Plainte et dénonciation, Rép. Pénal Dalloz, création de la rubrique en 2002 et réactualisé en 2011.
6. Trouble mental, Rép. Pénal Dalloz, création de la rubrique 2002, réactualisée en 2013.
Le travail d'intérêt général, Juris-Classeur pénal, réactualisation pour 1^{er} semestre 2020 (en cours).
7. Dénî de justice, Rép. Pénal Dalloz, réactualisation fin 2019 (en cours).
8. La période de sûreté, Juris-Classeur Pénal, refonte du fascicule, 2019.
14. Plainte et dénonciation, Rép. Pénal Dalloz, réactualisation en 2018.
15. Destructures, dégradations, détériorations dangereuses pour les personnes, coécrit avec R. Ollard, Pr. à l'Université de Poitiers réactualisation 2017.
16. Destructures, dégradations, détériorations sans danger pour les personnes, coécrit avec R. Ollard, Pr. à l'Université de Poitiers réactualisation 2017. J. classeur LexisNexis art. 322-1, actualisation 2024.
17. Trouble mental, Rép. Pénal Dalloz, rubrique réactualisée en 2013.
18. E-fascicule « Destructures, dégradations, détériorations » : création en 2009 puis actualisation tous les 6 mois depuis 2012.
19. E-fascicule « Notions fondamentales de procédure pénale » : création en 2009 puis actualisation tous les 6 mois depuis 2012

Interventions à des colloques et journées non publiées

1. Evaluations et évolutions de la justice restaurative, avec V. Peltier, Douai, 12 janvier 2024.
2. Enjeux et intérêts de la question prioritaire de constitutionnalité en procédure pénale, Journée de sensibilisation à la question prioritaire de constitutionnalité, Séminaire organisé par le Conseil constitutionnel avec le soutien du Centre d'Études et de recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLE), Bordeaux 28 mars 2024.
3. Les alternatives au prononcé de la peine d'emprisonnement, Intervention lors du colloque organisé par le Barreau de Bordeaux et son Institut de Défense Pénale « *Vers la fin de l'emprisonnement : une illusion ?* » le 7 Octobre 2024, ENM Bordeaux.

4. La prise en charge socio judiciaire des personnes atteintes de troubles mentaux, Animation de la table ronde lors de la journée organisée par le Département DETS de l'Université de Bordeaux le 8 octobre 2024 consacrée au « *Juriste face aux transformations sociales* ». 1. 6. La sanction des infractions sexuelles : quelle(s) mesure(s) ? Quel accompagnement ? - Colloque intitulé « *Les infractions sexuelles en question(s) - Retour sur les dernières évolutions législatives et jurisprudentielles* », organisé par E. Baron, IDE Périgueux, 28 mars 2023.
5. Les 40 ans du TIG, Propos introductif, Journée au CAPC à Bordeaux le 13 juin 2023.
6. Les 40 ans du TIG, Propos introductif, Journée à la Citadelle de Blaye le 28 juin 2023.
7. Les longues peines, Forum de la Direction de l'administration pénitentiaire, 5 fév. 2021. A réécouter via <http://www.gip-recherche-justice.fr/2021/03/01/les-longues-peines-le-forum-de-la-dap-en-rediffusion/>
8. Indépendance et impartialité, Conférence-débat organisée par l'Association Act in Juris à Bordeaux le 17 mars 2021. Disponible sur la chaîne You Tube : <https://www.youtube.com/watch?v=zVFWBmcf1TU>
9. L'impact de la loi du 23 mars 2019 et la surpopulation carcérale en 2020 en dehors et pendant la période de crise sanitaire, Colloque portant sur « *Regards sur la prison 2020-2021* », Université de Pau et des Pays de l'Adour, 21 mai 2021.
10. Les conditions de détention, Conférence-débat organisée par l'Association Act in Juris à Bordeaux le 15 novembre 2021, Hôtel du département.
11. L'impact de l'abolition sur le quantum des peines, Cycle de conférences organisé par l'ENAP pour les « 40 ans de l'abolition de la peine de mort intitulé « *Regards croisés sur la peine de mort et son abolition* », Agen, 18 nov. 2021.
12. La loi de programmation 2018-2022 : redonner du sens à la peine ? Propos conclusifs, Colloque organisé à l'université de Tours, 8 mars 2019.
13. La défense pénale du majeur protégé, conférence-débat à destination des avocats, intervention avec M. Y. Capdepon, MCF, Bordeaux, 28 mai 2019.
14. L'impact de la loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice sur les moyens d'investigations en matière pénale, conférence-débat à destination des avocats, intervention avec Mme de Jacobet de Nombel, MCF, Bordeaux, 25 juin 2019.
15. Présentation de la libération sous contrainte, intervention lors d'un colloque portant sur « *Regards croisés sur la libération sous contrainte* », organisé à l'Université de Lyon 3, 20 novembre 2018.
16. Produire les pièces d'un dossier pénal dans un procès civil, Université d'été des Barreaux des cours d'appel de Bordeaux, Limoges et Pau, Biarritz, 25-27 août 2016.
17. La loi du 15 août 2014, Paroles du droit, Bordeaux, partenariat Université, Ecole des avocats, Ecole de la magistrature, janvier 2015.
18. Faut-il réformer la réforme ? animation d'une table ronde lors d'un colloque qui s'est tenu le 14 février 2014 à Bordeaux sur la procédure d'appel en matière civile (décret Magendie).
19. Statut du parquet en droit interne, évolutions jurisprudentielles nationales et européennes, intervention avec le professeur Olivier Décima lors d'une journée d'études organisée par le Syndicat des avocats de France sur le thème « *L'indépendance du parquet en question* », Bordeaux, le 5 avril 2013.
20. Intervention comme modérateur lors d'un colloque consacré à « *Droit du travail en prison : d'un déni à une reconnaissance* », organisé à Bordeaux les 11 et 12 avril 2013.
21. La suspension médicale de peine, Intervention lors d'une journée organisée par le Génepi portant sur "Sortir de prison pour se soigner. Des aménagements à la suspension médicale de peine, Bordeaux, 2012
22. La mort et la procédure, Institut de droit processuel du Barreau de Bordeaux, 2012.

Commentaires de jurisprudence parus dans revues nationales et internationales à comité de lecture

2024

1. Exécution d'une peine illégale, note sous Cass. crim., 8 nov. 2023, n°23-01.039 : Dr. pénal janvier 2024, comm.
2. Procédure en incident contentieux, note sous Cass. crim., 6 déc. 2023, n°23-84.279 : Dr. pénal

février 2024, comm.

3. Peine illégale, note sous Cass. crim. 31 janvier 2024 : n°23-81.704 : Dr. pénal mars 2024, comm.
4. Amende douanière – Individualisation, note sous Cass. crim. 7 fév. 2024, n°22-83.659 : Dr. pénal avril 2024, comm. 82.
5. Incident contentieux, note sous Cons. constit, 6 mars 2024, déc. n°2023-1080 QPC : Dr. pénal mai 2024, comm. 101.
6. Réformation *in pejus* et réduction de peine, note sous Cass. crim., 20 mars 2024 déc. n°23-84.012 : Dr. pénal juin 2024, comm..
7. Motivation de la peine et altération du discernement, note sous Cass. crim., 15 mai 2024, déc. n°23-82.822 : Dr. pénal juillet 2024, comm..
8. Application dans le temps du nouveau régime des réductions de peine, note sous Cass. crim., 26 juin 2024, déc. n°23-87.131 : Dr. pénal sept. 2024, comm. 159.
9. Confiscation du bien ayant servi à commettre l'infraction, note sous Cass. crim., 4 septembre 2024, déc. n°23-81.110 131 : Dr. pénal oct. 2024, comm. 180.
10. Aménagement de peine *ab initio*, note sous Cass. crim., 25 septembre 2024, déc. n°24-80.696 : Dr. pénal nov. 2024, comm. 201.
11. Aménagement de peine *ab initio*, note sous Cass. crim., 23 octobre 2024, déc. n°23-84.124 : Dr. pénal déc. 2024, comm. 220.
12. Purge des nullités en matière correctionnelle. Cons. const 28 sept. 2023, déc. n°2023-1062 QPC : Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°11/12, oct. 2023 - avril 2024, Chronique, n°18, pp. 518 à 521.
13. Cours criminelles départementales. Cons. const 24 nov. 2023, déc. n°2023-1069/1070 QPC : Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°11/12, oct. 2023 - avril 2024, Chronique, n°19, pp. 521 à 526.
14. Double degré de juridiction pour l'examen d'une demande de relèvement d'une interdiction déchéance.... Cons. const 7 juill. 2023, déc. n°2023-1057 QPC : Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°11/12, oct. 2023 - avril 2024, Chronique, n°20, pp 527 à 529.
15. Majeur protégé : Non-conformité des règles relatives au défèrement de la personne. Cons. const., 18 janvier 2024, n° 2023-1076 QPC. Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°13, nov. 2024.
16. Confiscation et saisie. Non-conformité partielle des dispositions améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels. Cons. constit. 20 juin 2024, déc. n° 2024-869 DC. Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°13, nov. 2024.
17. Droit de se taire et procédure applicable aux délits de presse. Cons. constit. 17 mai 2024, déc. n°2024-1089 QPC. Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°13, nov. 2024.
18. Procédure accélérée de jugement et délits de presse. Cons. constit. 17 mai 2024, déc. n°2024-1088 QPC. Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°13, nov. 2024.

2023

1. Mise à exécution de la peine et incident contentieux, note sous Cons ; constit., 18 nov. 2022, n° 2022-1024, QPC : Dr. pénal 2023, comm. 14.
2. Peine correctionnelle, note sous Cass. crim. 7 déc. 2022, n°21-83.354 : Dr. pénal 2023, comm. 40.
3. Libération conditionnelle : saisine directe de la CHAP, note sous Cass. crim. 11 janv. 2023, n°22-80.848 : Dr ; pénal 2023, comm. 57.
4. Appel – Prohibition de la *reformatio in pejus*, note sous Cass. crim. 14 févr. 2023, n°21-85.689 : Dr. pénal 2023, comm. 78.
5. Aménagement de peine : *aménagement ab initio*, note sous Cass. crim. 22 février 2023, n° 20-86.691 : Dr. pénal 2023, comm. 96.
6. Confiscation : motivation de la confiscation en valeur, note sous Cass. crim. 19 avril 2023, n° 22-82.99 : Dr. pénal 2023, comm. 113.
7. Interdiction du territoire : relèvement des peines d'interdiction, note sous Cass. crim., 11 mai 2023 : 22-83.579 : Dr. pénal 2023, comm. 132.
8. Aménagement de peine : *aménagement ab initio*, note sous Cass. crim., 14 juin 2023, n° 21-87.352: Dr. pénal 2023, comm. 151.
9. Interdiction du territoire : relèvement des peines d'interdiction, note sous Cons. constit., 7 juillet

2023: QPC n°2023-1057 : Dr. pénal 2023, comm. 169.

10. Casier judiciaire : requête en dispense d'inscription et application de la loi dans le temps, note sous Cass. crim. 4 octobre 2023 : n°22-86.495 : Dr. pénal 2023, comm. 210.
11. Justice pénale des mineurs. Cons. const., 10 février 2023, déc. n° 2022-1023 QPC. Les Cahiers du Conseil constitutionnel. Titre VII, n°11/12, janv. 2023 – juin 2023, Chronique, pp. 486 à 492.
12. Détention provisoire. Demande de mise en liberté formée en cas de pourvoi en cassation. Cons. constit. 4 mai 2023, n° 2023-1047 QPC. Titre VII, n°11/12, janv. 2023 – juin 2023, Chronique, pp. 492 à 494.
13. Conditions d'exécution des mesures de garde à vue. Cons. const. 6 oct. 2023, déc. n°2023-1064 QPC : Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°11/12, oct. 2023 - avril 2024, Chronique, n°17, pp. 515 à 518.

2022

1. Droit de se taire, note sous Cass. crim., 17 novembre 2021, n°21-80.567, Dr. pénal 2022 comm. 19.
2. Aménagement de peine et motivation, obs. sous Cass. crim., 10 novembre 2021 : n°21-81.209 : Dr. pénal 2022, obs. 21.
3. Sursis probatoire : condamnation non avenue, note sous Cass. crim., 5 janvier 2022 : n°21-83.378 : Dr. pénal 2022, comm. 40.
4. Sursis simple : révocation, note sous Cass. crim., 19 janvier 2022, n° 20-84.287 : Dr. pénal 2022 comm.
5. Aménagement de peine : situation globale du condamné, note sous Cass. crim. 16 février 2022, n°21-84.992 : Dr. pénal 2022 comm. 78.
6. Libération conditionnelle : évaluation pluridisciplinaire de dangerosité, note sous Cass. crim. 9 mars 2022, n°21680.600 : Dr. pénal 2022 comm. 99.
7. Aménagement de peine *ab initio*, note sous Cass. crim. 6 avril 2022, n°21-83.457 : Dr. pénal 2022, comm. 119.
8. Récidive - Infraction assimilée, note sous Cass. crim., 10 mai 2022 : n° 21-86.071.
9. Libération conditionnelle parentale, note sous Cass. crim. 1^{er} juin 2022, n°21-84.648 : Dr. pénal 2022, comm. 158.
10. Révocation de la libération conditionnelle, note sous Cass. crim. 15 juin 2022, n°21-85.520 : Dr. pénal 2022 comm.
11. Droit de se taire devant la CHAP, note sous Cass. crim. 14 sept. 2022, n°21-86.796 : Dr. pénal 2022, comm. 191.
12. Conversion de peine versus aménagement de peine, note sous Cass. crim. 12 octobre 2022, n°21-84.413 : Dr. pénal 2022, comm. 210. 80. Réquisitions de données informatiques. Cons. const., déc. n° 2021-974 QPC du 25 févr. 2022, M. Youcef Z. ; Cons. const., déc. n°2022-693 QPC du 20 mai 2022, M. Lotfi H. ; Cons. const., déc. n°2022-1000 QPC du 17 juin 2022, M. Ibrahim K.. Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°9 et 10, janvier à juin 2022, pp. 408 à 412.
13. Droit de se taire et droit à l'assistance d'un tuteur ou d'un curateur. Cons. const., déc. n° 2021-975 QPC du 25 févr. 2022, M. Roger C. (Le droit de se taire, un grief efficace, Antoine Botton : RSC 2022. 419 ; Nouvelles obligations d'information en cas de mise en cause d'un majeur protégé, Véronique Tellier-Cayrol : D. 2022. 690). Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°9 et 10, janvier à juin 2022, pp. 413 à 415.
14. Droit du témoin assisté. Impossibilité pour le témoin assisté d'interjeter appel de certaines ordonnances du juge d'instruction à la différence de la personne mise en examen. Cons. const., déc. n°2022-999 QPC du 17 juin 2022. Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°9 et 10, janvier à juin 2022, pp. 416 à 418.
15. Mise à exécution d'une peine. Procédure d'exécution sur le territoire français d'une peine privative de liberté prononcée par une juridiction d'un Etat membre de l'Union européenne. Cons. const., déc. n°2021-959 QPC du 7 janv. 2022. Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°9 et 10, janvier à juin 2022, pp. 418 à 420.

16. Restitution de biens placés sous main de justice. Cons. const., 28 oct. 2022, déc. n° 2022-1020 QPC. Titre VII, n°11 et 12, juillet à décembre 2022, pp. 433 à 435.
17. Droit de visite des agents des douanes. Cons. const., 28 sept. 2022, déc. n°2022-1010 QPC. Titre VII, n°11 et 12, juillet à décembre 2022, pp. 435 à 439.
18. Recours en incident contentieux. Cons. const., 18 nov. 2022, déc. n°2022-1024 QPC (Dr. pénal 2023, comm. 14, note E. Bonis). Titre VII, n°11 et 12, juillet à décembre 2022, pp. 440 à 442.

2021

1. Pouvoir des juridictions de l'application des peines du second degré, note sous Cass. crim. 18 nov. 2020 : Dr. Pénal 2021, comm. 18.
2. Motivation et légalité de la peine de confiscation, note sous Cass. crim. 16 décembre 2020 : pourvoi n°19-87.622 : Dr. pénal 2021, comm. 41.
3. Aménagement de peine *ab initio*, note sous Cass. crim. 6 janvier 2021 : pourvoi n°19-87.402 : Dr. pénal 2021, comm. 62.
4. Amende forfaitaire, obs. sous Cass. crim. 5 janvier 2021 : pourvoi n°20-83.118 : Dr. pénal 2021, obs. 64.
5. Obligation pour le JAP d'aviser le tuteur ou le curateur du condamné protégé, note sous Cons. constit. 12 février 2021 : n°2020-884 QPC : Dr. pénal 2021, comm. 79.
6. Prohibition de la réformation *in pejus*, note sous Cass. crim. 16 mars 2021 : pourvoi n°20-82.517 : Dr. pénal 2021, comm. 100.
7. Aménagement *ab initio* de peine sous le régime de la DDSE, note sous Cass. crim. 14 avril 2021 : pourvoi n°21-80.829 : Dr. pénal 2021, comm. 118.
8. Récidive et condamnation prononcée au Royaume-Uni, obs. sous Cass. crim. 14 avril 2021 : pourvoi n°20-82.529 : Dr. pénal 2021, obs. 120.
9. Conversion de peine, note sous Cass. crim. 12 mai 2021 : pourvoi n°20-84.013 : Dr. pénal 2021, comm. 136.
10. Confusion de peine, note sous Cons. Constit. 21 juillet 2021 : n°2021-925 QPC : Dr. pénal 2021, obs. 153.
11. Individualisation des peines, note sous Cass. crim., 28 juillet 2021 : n°20-87.064 : Dr. pénal 2021, comm. 173.
12. Bracelet anti-rapprochement, note sous Cass. crim. (avis) 22 septembre 2021 : pourvoi n°21-96.001 : Dr. pénal 2021, comm. 194.
13. Motivation de la période de sûreté, note sous Cass. crim., 20 octobre 2021 : pourvoi n°20-87.088 : Dr. pénal 2021, comm. 217.
14. Perquisition en enquête préliminaire au domicile d'un majeur protégé : Information du tuteur ou du curateur : Cons. const. 15 janvier 2021, déc. n° 2020-873 QPC et Absence d'obligation légale d'aviser le tuteur ou le curateur d'une personne protégée en cas d'audience devant le juge de l'application des peines : Cons. const. 12 février 2021, déc. n°2020-884 QPC : Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n° 7 et 8, janvier à juin 2021, pp. 308-314.
15. Information du prévenu devant le juge des libertés et de la détention en cas de comparution immédiate : Cons. constit. 4 mars 2021, déc. n°2020-886 QPC ; Information de la personne mise en examen devant la chambre de l'instruction : Cons. constit. 9 avril 2021, déc. n° 2021-895/901/902/903 QPC ; Information du prévenu ou de l'accusé devant les juridictions saisies d'une demande de mainlevée du contrôle judiciaire ou de mise en liberté : Cons. constit., 18 juin 2021, déc. n° 2021-920 QPC ; Absence de garantie de la notification de ses droits au mineur entendu par le service de protection judiciaire de la jeunesse à l'occasion d'une procédure judiciaire : Cons. constit., 9 avril 2021, déc. n°2021-894 QPC : Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n° 7 et 8, janvier à juin 2021, pp. 314-318.
16. Géolocalisation et respect de la vie privée : Cons. const., 23 sept. 2021, n°2021-930 - Réquisitions de données informatiques. Cons. const., 3 déc. 2021, n°2021-952 QPC. Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n° 7 et 8, juillet à décembre 2021, pp. 324-328.
17. Prescription de l'action publique et application de la loi dans le temps. Cons. const. 9 sept. 2021, n°2021-926 QPC (v. Avec le temps, va, tout ne s'en va pas..., par A. Maron et M. Haas : Dr. pén. 2021, comm. 189). Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n° 7 et 8, juillet à décembre

2021, pp. 328-331.

18. Transmission de rapports particuliers entre les procureurs de la République et leurs supérieurs hiérarchiques. Cons. const. 14 sept. 2021, n°2021-927 QPC. Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n° 7 et 8, juillet à décembre 2021, pp. 331-333.
19. Droit de se taire. Cons. const., 30 sept. 2021, n°2021-934 QPC et n°2021-935 QPC. Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n° 7 et 8, juillet à décembre 2021, pp. 333-335.
20. Compétence des juridictions spécialisées en matière d'infractions terroriste. Absence d'atteinte au principe d'égalité devant la justice. Cons. const. 17 déc. 2021, n°2021-958 QPC. Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n° 7 et 8, juillet à décembre 2021, pp. 324-328.

2020

1. Motivation d'une pluralité de peines correctionnelles, note sous Cass. crim., 14 nov. 2019, pourvoi n°18-85688 : Dr. pénal 2020, comm. 24.
2. Incarcération provisoire, note sous Cass. crim., 11 déc. 2019, pourvoi n° 19-80272 : Dr. pénal 2020, comm. 44.
3. Pas de période de sûreté pour l'infraction de recel criminel, note sous Cass. crim., 22 janv. 2020, pourvoi n° 19-84084 : Dr. pénal 2020, comm. 66.
4. Conditions de recevabilité d'une demande de réhabilitation judiciaire, note sous Conseil constitutionnel, 28 févr. 2020, déc. n°2019-827, QPC : Dr. pénal 2020, comm. 92.
5. Motivation de la peine de confiscation, note sous Cass. crim., 29 janv. 2020, n°17-83.577 : Dr. pénal 2020, comm. 93.
6. Diminution de peine pour cause d'altération du discernement, note sous Cass crim. 26 février 2020 : pourvoi n°19-80120 : Dr. pénal 2020, comm. 106.
7. Conditions d'octroi d'un sursis simple, note sous Cass crim. 1^{er} avril 2020 : pourvoi n°18-87.110 : Dr. pénal 2020, comm. 127.
8. Retrait de crédit de réduction de peine pour mauvaise conduite pendant la période de détention provisoire, note sous Cass crim. 25 mars 2020 : pourvoi n°19-81.915 : Dr. pénal 2020, comm. 128.
9. Motivation de la peine et peine complémentaire obligatoire, note sous Cass crim. 22 avril 2020 : pourvoi n°19-84.431 : Dr. pénal 2020, comm. 151.
10. Compétence exclusive de la CHAP de Paris en matière d'actes de terrorisme, note sous Cass crim. 28 avril 2020 : pourvoi n°19-83.056 : Dr. pénal 2020, comm. 152.
11. Respect du principe du contradictoire devant la juridiction d'appel, note sous Cass crim. 17 juin 2020 : pourvoi n°20-80.240 : Dr. pénal 2020, comm. 166.
12. Articulation de la suspension médicale de peine et de la libération conditionnelle, note sous Cass crim. 24 juin 2020 : pourvoi n°20-90.009 : Dr. pénal 2020, comm. 181.
13. Condition de la dispense de peine et contentieux routier, note sous Cass crim. 8 septembre 2020 : pourvois n°20-80.469 et n°20-81.495 : Dr. pénal 2020, comm. 198.
14. Application dans le temps des dispositions nouvelles relatives aux aménagements de peine ab initio, note sous Cass crim. 20 octobre 2020 : pourvoi n°19-84.754 : Dr. pénal 2020, comm. 219.
15. Absence d'obligation légale d'aviser le tuteur ou le curateur d'un majeur protégé entendu librement, note sous Cons. const., 24 janvier 2020, n°2019-822 QPC, Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°3 et n°4, janvier à juin 2020, pp. 359-362.
16. Déposition sans prestation de serment pour le conjoint de l'accusé, note sous Cons. const., 28 février 2020, n°2019-828/829 QPC, Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°3 et n°4, janvier à juin 2020, pp. 362-367.
17. Utilisation de la visioconférence sans accord du détenu dans le cadre d'audiences relatives au contentieux de la détention provisoire, note sous Cons. const., 30 avril 2020, n°2020-836 QPC, Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°3 et n°4, janvier à juin 2020, pp. 367-369.
18. Conditions de recevabilité d'une demande de réhabilitation judiciaire pour les personnes condamnées à la peine de mort, note sous Cons. const. 28 février 2020, déc. n°2019-827, QPC, Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°3 et n°4, janvier à juin 2020, pp. 369-373.

19. Habilitation à prolonger la durée des détentions provisoires dans un contexte d'urgence sanitaire, note sous Cons. constit., 3 juillet 2020, QPC n° 2020-851/852 : Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n° 5 et 6, juillet à décembre 2020, pp. 374-378.
20. Condition de paiement préalable pour la contestation des forfaits de post-stationnement, note sous Cons. constit., 9 septembre 2020, QPC, n° 2020-855 : Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n° 5 et 6, juillet à décembre 2020, pp. 379-384.

2019

1. Absence de motivation d'une amende douanière, note sous Cass. crim. 7 novembre 2018 : pourvoi n° 17-84.616, Dr. pénal 2019, comm. 18.
2. Coopération franco-britannique aux fins d'exécution d'une décision de confiscation, note sous cass. crim., 15 décembre 2018, pourvoi n°17-86695 : Dr. pénal 2019, comm. 39.
3. Conformité de la période de sûreté de plein droit à la Constitution, note sous Cass. crim., 9 janvier 2019 : pourvoi n°18-90030 : Dr. pénal 2019, comm. 57.
4. Relèvement de la période de sûreté, note sous Cass. crim., 16 janvier 2019 : pourvoi n°18-86268 : Dr. pénal 2019, comm. 77.
5. Confusion de peine et autorité de la chose jugée, obs. sous Cass. crim., 20 février 2019 : pourvoi n°18-80780 : Dr. pénal 2019, comm. 79.
6. Motivation par la cour d'assises de la décision sur la peine : note sous Cass. crim., 27 mars 2019 : pourvoi n°18-82351 : Dr. pénal 2019, comm. 98.
7. Création pour l'avenir d'une obligation de motivation de la période de sûreté, note sous Cass. crim., 10 avril 2019 : pourvoi n°18-83709 : Dr. pénal 2019, comm. 119.
8. Conditions de la dispense de peine, note sous Cass. crim., 7 mai 2019 : pourvoi n°18-85729 : Dr. pénal 2019, comm. 139.
9. Prononcé d'une peine d'emprisonnement de 20 ans, obs. sous Cass. crim., 22 mai 2019 : pourvoi n°18-86501 : Dr. pénal 2019, comm. 141.
10. Motivation de la peine criminelle, note sous Cass. crim., 9 janvier 2019, pourvoi n° 17-87.070, Cass. crim., 20 février 2019, pourvoi n° 17-86050, Cass. crim., 13 mars 2019, pourvoi n° 18-84.368 QPC, Cass. crim., 27 mars 2019, pourvoi n° 18-82.351, Cass. crim., 27 mars 2019, pourvoi n° 18-82.010, Cass. crim., 10 avril 2019, pourvoi n° 18-83.053, Cass. crim., 9 mai 2019, pourvoi n° 18-84.876 : RPDP 2019-2.
11. Motivation de la période de sûreté, note sous Cass. crim., 10 avril 2019, pourvoi n° 18-83.709 : RPDP 2019-2.
12. Accès à l'intégralité du rapport d'expertise pénale et droit des parties non assistés par un avocat, note sous Cons. const. 15 fév. 2019, n° 2018-765 QPC: Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°3 et n°4, octobre 2019 / avril 2020, pp. 332 - 335
13. Placement sous contrôle judiciaire dans le cadre de la procédure de convocation par procès-verbal et droit à un recours juridictionnel effectif, note sous Cons. const. 31 janv. 2019, n°2018-758/759/760 QPC : Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°3 et n°4, octobre 2019 / avril 2020, pp. 342-344.
14. Période de sûreté et bonne information des jurés devant la cour d'assises, note sous Cons. const. 29 mars 2019, n°2019-770 QPC : Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°3 et n°4, octobre 2019 / avril 2020, pp. 344-345.
15. Voies de recours en cas de refus d'autorisation de sortie sous escorte, note sous Cons. const. 21 juin 2019, n°2019-791 QPC : Les Cahiers du Conseil constitutionnel, Titre VII, n°3 et n°4, octobre 2019 / avril 2020, pp. 354-356.

2018

1. Champ d'application de l'obligation de motivation en matière correctionnelle, note sous Cass. crim., 22 novembre 2017, pourvoi n°16-83549 : Dr. pénal 2018, comm. 20.

2. Révocation du sursis et application de la loi dans le temps, note sous Cass. crim., 13 décembre 2017, pourvoi n°16-86128 : Dr. pénal 2018, comm. 39.
3. Peines correctionnelles prononcées à l'endroit d'une personne morale : note sous Cass. crim., 9 janvier 2018 : pourvoi n°17-80200 : Dr. pénal 2018, comm. 58.
4. Motivation des peines par la cour d'assises, note sous Cons. constit. 2 mars 2018, déc. n°2017-694 QPC : Dr. pénal 2018, comm. 72.
5. Motivation de la peine de confiscation, note sous Cass. crim. 21 mars 2018 : pourvoi n°16-87296 : Dr. pénal 2018, comm. 96.
6. Interruption du délai de prescription de la peine, note sous Cass. crim., 5 avril 2018 : pourvoi n°18-81596 : Dr. pénal 2018, comm. 119.
7. Motivation de la peine d'amende, note sous Cass. crim., 30 mai 2018 : pourvoi n°16-85777 : Dr. pénal 2018, comm. 144.
8. Voies de recours contre un jugement rendu par défaut et peine prescrite, note sous Cons. constit., 8 juin 2018 : déc. n°2018-712 QPC : Dr. pénal 2018, comm. 166.
9. Peine minimale en matière douanière, obs. sous Cass. crim., 19 juin 2018 : pourvoi n° 18-90008 : Dr. pénal 2018, comm. 168.
10. Voies de recours contre un jugement rendu par défaut et peine prescrite, note sous Cons. const., 8 juin 2018, déc. n° 2018-712, QPC : Dr. pénal 2018, comm. 166.
11. Prononcé d'une peine de jour-amende et révocation d'un sursis antérieur, note sous Cass. crim. 4 septembre 2018 : pourvoi n°17-85957 : Dr. pénal 2018, comm.
12. Peine minimale en matière douanière, note sous Cons. constit., 14 septembre 2018, QPC n°2018-731 : Dr. pénal 2018, comm.
13. Articulation des motivations générale et spéciale de la peine d'emprisonnement correctionnel, note sous Cass. crim. 17 octobre 2018, pourvoi n° 17-86.910 : Dr. pénal 2018, comm. 220.
14. Motivation de la peine en matière criminelle, obs. sous Cass. crim., 17 octobre 2018, pourvoi n° 17-87.568 : Dr. pénal 2018, comm. 221.
15. La motivation de la peine : note sous Cass. crim. 9 janvier 2018, pourvoi n° 17-80200 (motivation en matière correctionnelle), Cass. crim., 30 janv. 2018 : pourvoi n°16-87072 (motivation en matière correctionnelle), Cass. crim., 30 janv. 2018 : pourvoi n°16-87131, (motivation en matière correctionnelle), Cass. crim., 21 mars 2018 : pourvoi n°16-87296, (motivation en matière correctionnelle), Cass. crim. 31 janvier 2018 n°16-84155 et n°17-82144 (motivation en matière correctionnelle), C. const., 2 mars 2018, déc. n°2017-694 QPC (motivation en matière criminelle), Cass. crim. 30 mai 2018 : pourvoi n° 18-85.777 (motivation en matière contraventionnelle), Cass. crim. 30 janv. 2018, pourvoi n°16-87072 (motivation en matière contraventionnelle) : RPDP 2018-2, p. 379 à 385.
16. Motivation de la peine criminelle : note sous Cass. crim., 5 septembre 2018, pourvois n° 17-86.687, n° 17-83.739 et n° 17-86.097, Cass. crim., 17 octobre 2018, pourvois n° 17-85.092 et n°17-87.568, Cass. crim., 14 novembre 2018, pourvoi n° 17-86.42 : RPDP 2018-4, p. 868 à 872.
17. Motivation de la peine d'amende : note sous Cass. crim., 11 septembre 2018, pourvoi n° 17-83.285, Cass. crim., 31 octobre 2018, pourvoi n° 18-80.205, Cass. crim., 7 novembre 2018, pourvoi n° 17-84.616, Cass. crim. 12 septembre 2018, n° 17-84.375, Cons. constit., 14 septembre 2018, décision n° 2018-731 QPC : RPDP 2018-4, p. 872 à 874.
18. L'extension de l'exigence de motivation aux amendes contraventionnelles, Note sous Cass. crim., 30 mai 2018, JCP éd. G 2018, 1838.
19. Comparution à l'audience dans un box vitré, note sous CA Bordeaux 8 février 2018, Les cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2018-2, AB.2816.
20. Voies de recours ouvertes contre un jugement rendu par défaut, note sous CA Bordeaux 1er mars 2018, Les cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2018-2, AB.2817.
21. Audition d'un témoin au stade de l'enquête policière et droits de la défense, note sous Cass. crim., 5 sept. 2017, n° 17-90016: Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 58, janvier 2018, pp. 83-85.
22. Exécution provisoire d'une peine, note sous Cass. crim., 23 août 2017, n° 17-80459 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 58, janvier 2018, pp. 90-92.
23. L'indépendance des magistrats du parquet, note sous Cons. const., 8 déc. 2017, déc. n° 20147-680 QPC: Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 59, avril 2018, pp. 93-95.
24. Droit à un procès équitable. Établissement de documents de synthèse ou d'analyse par des assistants

spécialisés, note sous Cass. crim., 5 déc. 2017 : pourvoi n° 81672: Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 59, avril 2018, pp. 95-97.

25. Droit à un recours effectif. Principe d'égalité des justiciables. Géolocalisation, note sous Cass. crim., 14 nov. 2017 : pourvoi n° 17-82435: Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 59, avril 2018, pp. 97-99.
26. Saisine d'office du juge de l'application des peines, note sous Cons. const., 10 nov. 2017, déc. n° 2014-671, QPC: Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 59, avril 2018, pp. 99-102.

2017

1. Nécessité, motivation et peine d'emprisonnement, note sous Cass. crim., 29 novembre 2016, pourvoi n° 15-86116 : Dr. pénal 2017, comm. 15.
2. Caractérisation de l'état de récidive légale, obs. sous Cass. crim., 2 novembre 2016, pourvoi n° 15-84.211: Dr. pénal 2017, comm. 30.
3. Conventionnalité des peines de perpétuité réelle anglaises, note sous CEDH, gr. ch., 17 janv. 2017, n° 57592/08, Hutchinson c/ Royaume-Uni : Dr. pénal 2017, comm. 15.
4. Motivation de la décision prononçant une peine d'amende, note sous Cass. crim. 1^{er} février 2017, pourvoi n°15-83984 : Dr. pénal 2017, comm. 69.
5. Concours d'infraction, note sous Cass. crim. 8 mars 2017, pourvoi n°15-87422 : Dr. pénal 2017, comm. 83.
6. Obligations de la juridiction de jugement en cas d'aménagement *ab initio* de la peine, note sous Cass. crim. 20 avril 2017, pourvoi n°16-8009 : Dr. pénal 2017, comm. 100.
7. Refus d'un droit d'appel de l'administration des douanes contre les ordonnances en matière d'application des peines, note sous Cass. crim. 26 avril 2017, pourvoi n°16-83650 : Dr. pénal 2017, comm. 116.
8. Procédure devant le président de la chambre de l'application des peines, comparution personnelle et article 6 de la Conv., note sous Cass. crim. 28 juin 2017, pourvoi n°16-84087 : Dr. pénal 2017, comm. 137.
9. Confusions obligatoire et facultative de peines, note sous Cass. crim. 11 juillet 2017, pourvoi n°15-81265 : Dr. pénal 2017, comm. 155.
10. Saisine d'office du juge de l'application des peines, note sous Cass. crim. 9 août 2017, pourvoi n°17-90014 : Dr. pénal 2017, comm.172.
11. Confusion d'une peine prononcée par une juridiction française et d'une peine prononcée par une juridiction d'un Etat membre de l'Union européenne, note sous Cass. crim. 2 novembre 2017, pourvoi n°17-80833 : Dr. pénal 2017, comm. 186.
12. Le principe d'individualisation des peines ou la nouvelle trouvaille de la Cour de cassation. – Motivation des peines en matière criminelle : Cass. crim., 8 février 2017, pourvois n°16-80389, n°16-80390, n°15-86914 et n°16-81242 ; Cass. crim., 15 mars 2017 : pourvoi n°16-81776 ; Cass. crim., 26 avril 2017 : pourvoi n°16-81239 ; Cass. crim., 11 mai 2017 : pourvoi n°16-8376, n°16-80112 et n°16-83327 : RPDP 2017-2, pp. 413-421.
13. Motivation des peines en matière correctionnelle : Cass. crim., 1^{er} février 2017 : pourvois n°15-85199 et n°15-84511 ; Cass. crim., 8 mars 2017 : pourvoi n°15-87422 ; Cass. crim., 15 mars 2017 : pourvoi n°16-83838 ; Cass. crim., 22 mars 2017 : pourvoi n°16-80050 ; Cass. crim., 31 mai 2017 : pourvoi n°15-82051 : RPDP 2017-2, pp. 413-421.
14. Saisine d'office du juge de l'application des peines, note sous Cass. crim. 9 août 2017, pourvoi n°17-90014, non publié au Bull. crim. et Cons. constit., 10 nov. 2017, déc. n°20147-671, QPC : RPDP 2017-4, à paraître.
15. Confusion d'une peine prononcée par une juridiction française et d'une peine prononcée par une juridiction d'un Etat membre de l'Union européenne, note sous Cour de justice de l'Union européenne en date du 21 septembre 2017 (C-171/16) et Cass. crim. 2 novembre 2017, pourvoi n°17-80833, non publié au Bull. crim. : RPDP 2017-4, à paraître.
16. Motivation de la décision prononçant une peine d'emprisonnement mixte, note sous CA Bordeaux 1^{er} juin 2017, Les cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2017-2, AB. 2639.
17. Prescription de l'action publique en matière de diffamation publique, note sous CA Bordeaux 8 juin 2017, Les cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2017-2, AB. 2640.
18. Vérification de la régularité de la notification des droits à une personne en garde à vue, note sous

CA Bordeaux 3 août 2017, Les cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2017-3, AB. 2702.

19. La transaction pénale de l'article 41-1-1 du code de procédure pénale, note sous Cons. const., 23 septembre 2016, déc. n° 2016-569 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 54, janvier 2017, pp. 109-114.
20. Mise en mouvement de l'action publique en matière d'infractions fiscales, note sous Cons. const., 22 juillet 2016, déc. n° 2016-555 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 54, janvier 2017, pp. 114-116.
21. Placement sous contrôle judiciaire d'un avocat, note sous Cass. crim., 20 septembre 2016, pourvoi n° 16-90017 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 54, janvier 2017, pp. 116- 118.
22. Accès aux réquisitions du procureur général devant la chambre de l'instruction, note sous Cons. const., 16 septembre 2016, déc. n° 2016-566 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 54, janvier 2017, pp. 118- 119.
23. Écrou extraditionnel, note sous Cons. const., 9 septembre 2016, déc. n° 2016562 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 54, janvier 2017, pp. 119-123.
24. Règles de compétence en matière économique et financière et exigence de précision de la norme procédurale, note sous Cons. const., 8 déc. 2016, n° 2016-741 DC ; Cass. crim., 14 déc. 2016, n° 16-86-623 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 55-56, juin 2017, pp. 153-156.
25. Délai raisonnable pour statuer sur des recours, note sous Cons. const., 14 oct. 2016, déc. n° 2016-583/584/585/586 QPC ; Cons. const., 18 nov. 2016, déc. n° 2016-596 QPC ; Cass. crim., 4 oct. 2016, pourvoi n° 16-84578 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 55-56, juin 2017, pp. 160-161.
26. Mandat d'arrêt européen, note sous Cons. const., 9 déc. 2016, déc. n° 2016-602 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 55-56, juin 2017, pp. 161-164.
27. Justice pénale des mineurs – Exécution provisoire des décisions prononçant de peines, note sous Cons. const., 9 déc. 2016, déc. n° 2016-601 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 55-56, juin 2017, pp. 164-166.
28. Autorisation du parquet donnée de réaliser des contrôles d'identité en vue de la recherche et la poursuite d'infractions, note sous Cons. const., 24 janvier 2017, n° 2016-606/607 QPC ; Cass. 1^{re} civ., 1^{er} février 2017, 2 arrêts, pourvoi n° 16-19971 et 16-1997 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 55-56, juin 2017, pp. 169-174.
29. Terrorisme par entreprise individuelle, note sous Cons. const., 7 avril 2017, déc. n° 2017-625 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 57, octobre 2017, pp. 182-185.
30. Prescription de l'action publique et principes à valeur constitutionnelle, note sous Cass. crim. 28 juin 2017 (2 arrêts) : pourvois n° 17-90010 et n° 17-81510 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 57, octobre 2017, pp. 185-187.
31. Accès au juge de cassation et principe d'égalité devant la justice, note sous Cass. crim., 20 juin 2017, pourvoi n° 17-82215 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 57, octobre 2017, pp. 187-190.

2016

1. L'obligation pesant sur le condamné préalablement à tout déplacement à l'étranger, note sous Cass. crim., 4 novembre 2015, pourvoi n°15-80310 : Dr. pénal 2016, comm. 19.
2. Application transitoire des règles de calcul des réductions supplémentaires de peine, note sous Cass. crim., 16 décembre 2015, pourvoi n°15-81264 : Dr. pénal 2016, comm. 39.
3. Conditions procédurales du relèvement d'une peine complémentaire facultative, note sous Cass. crim., 13 janvier 2016, pourvoi n° : Dr. pénal 2016, comm. 53.
4. Pluralité de peines et modalités de leur conversion, note sous Cass. crim., 10 février 2016, pourvoi n° 15-82.431 : Dr. pénal 2016, comm. 71.
5. Principe de nécessité, de proportionnalité et d'individualisation de la peine et dérogation au principe d'indivisibilité de la sentence pénale, note sous Cass. crim., 9 mars 2016, pourvoi n°15-83927 : Dr. pénal 2016, comm. 87.
6. Sanction pénale de la neutralisation d'un bracelet électronique, note sous Cass. crim., 13 avril 2016, pourvoi n° 15-82982 : Dr. pénal 2016, comm. 103.
7. Motivation de la décision prononçant une peine d'emprisonnement ferme, note sous Cass.

- crim., 4 mai 2016, pourvoi n° 15-80770 : Dr. pénal 2016, comm. 119.
8. note sous crim., 25 mai 2016, pourvoi n° 15-86024 : Dr. pénal 2016, comm. 134.
 9. Conditions d'octroi de réductions supplémentaires de peine, note sous Cass. crim., 8 juin 2016, pourvoi n° 15-84205 : Dr. pénal 2016, comm. 149.
 10. Articulation entre libération conditionnelle de droit commun et libération conditionnelle des étrangers, note sous Cass. crim., 7 septembre 2016, pourvoi n° 15-81679: Dr. pénal 2016, comm. 166.
 11. Réexamen des peines perpétuelles et prohibition des traitements inhumains et dégradants, note sous CEDH, 4 oct. 2016, n° 37871/14 et n°73986/14, T.P. et A.T. c/ Hongrie (arrêt en anglais uniquement) : Dr. pénal 2016, comm. 182.
 12. Motivation spéciale des décisions en matière correctionnelle, note sous Cass. crim., 4 mai 2016, pourvois n° 15-80.770, 15-80.990, 15-81.062, 15-82.303 et 15-80.272 ; Cass. crim., 11 mai 2016, pourvois n° 15-82.600, 15-80.895, 13-85.368 et 15-83.633 ; Cass. crim., 18 mai 2016, pourvois n° 15-84.531 et 15-84.748 ; Cass. crim., 19 mai 2016, pourvois n° 14-88.387 et 15-82.047: RPDP 2016-2, pp. 447-450.
 13. Période de sûreté et réduction au maximum légal, note sous Cass. crim., 25 mai 2016, pourvois n° 15-86.024 et 15-81.664: RPDP 2016-2, pp. 456-460.
 14. Réductions supplémentaires de peine – Application de la loi dans le temps, note sous Cass. crim. 16 décembre 2015, pourvoi n°15-81.264 : RPDP 2016-2, pp. 460-462.
 15. Application dans le temps de la diminution de peine au profit du coupable atteint d'un trouble mental, note sous CA Bordeaux 27 janvier 2016, Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2016-1, AB. 2435.
 16. Retenue préalable à une garde à vue selon le code minier, note sous Cass. crim., 8 déc. 2015, pourvoi n° 15-90018 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 51, avril 2016, pp. 111 à 113.
 17. Prolongation de garde à vue en matière de criminalité organisée, note sous Cons. const., 11 déc. 2015, déc. n° 2015-508 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 51, avril 2016, pp. 113 à 114.
 18. Saisie de documents, papiers, données informations et autres objets et respect du secret au délibéré aux stades de l'enquête et de l'instruction, note sous Cons. const., 4 déc. 2015, déc. n° 2015-506 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 51, avril 2016, pp. 114 à 115.
 19. Enregistrement sonore devant la cour d'assises. Absence de recours en annulation en cas d'enregistrement irrégulier, note sous Cons. const., 20 nov. 2015, n° 2015-499 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 51, avril 2016, pp. 118 à 120.
 20. Légalité des peines. Conformité de l'article L. 3352-2 du code de la santé publique prévoyant une peine de fermeture d'un débit de boissons à l'article 8 DDHC, note sous Cons. const., 16 oct. 2015, déc. n° 2015-493 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 51, avril 2016, pp. 120-122.
 21. Notification d'une décision de classement sans suite et restitution des objets saisis, note sous Cass. crim., 9 février 2016, QPC n°15-83175 : : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 52, juin 2016, pp. 95-97.
 22. Régimes civil et pénal de la preuve et principe d'égalité devant la loi, note sous Cass. crim., 9 mars 2016, QPC n°15-83517 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 52, juin 2016, pp. 97-98.
 23. Montant maximum de l'amende destinée à réprimer les pratiques anticoncurrentielles, note sous Cons. const., 7 janvier 2016, déc. n°2015-510, QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 52, juin 2016, pp. 98-100.
 24. Principe de nécessité, de proportionnalité et d'individualisation de la peine et dérogation au principe d'indivisibilité de la sentence pénale, note sous Cass. crim., 9 mars 2016, QPC n°15-83927 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 52, juin 2016, pp. 100-102.
 25. Règles relatives à la composition des juridictions dans les territoires non métropolitains, note sous Cons. const., 1er avril 2016, déc. n° 2016-532 QPC ; 3 juin 2016, déc. n° 2016-544, QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 53, octobre 2016, pp. 120-124.
 26. Correctionnalisation judiciaire, note sous Cass. crim., 13 avril 2016, pourvoi n° 16-80373 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 53, octobre 2016, pp. 124-126.

2015

1. La conformité des peines perpétuelles françaises à l'article 3 de la Convention EDH, note sous CEDH, 5^{ème} section, 13 novembre 2014, n° [40014/10](#) : Bodein c/ France : Dr. pénal 2015, comm. 15.
2. Confusion de peines prononcées par des juridictions pénales d'États membres de l'Union européenne, note sous Cass. crim., 19 novembre 2014, pourvoi n°13-80.161: Dr. pénal 2015, comm. 28.
3. Motivation de la décision prononçant une peine d'emprisonnement sans sursis, note sous Cass. crim., 14 janvier 2015, pourvoi n°14-80.343: Dr. pénal 2015, comm. 45.
4. Peines perpétuelles et prohibition des traitements inhumains et dégradants, note sous CEDH. Hutchinson c. RU, 13 février 2015, req. n°57592/08 : Dr. pénal 2015, comm. 61.
5. Procédure simplifiée d'aménagement des peines prononcées à l'encontre de condamnés libres, note sous Cass. crim., 18 mars 2015, pourvoi n°14-84689: Dr. pénal 2015, comm. 80.
6. Respect du principe du contradictoire devant la chambre de l'application des peines, note sous Cass. crim., 15 avril 2015, pourvoi n°14-82.622 : Dr. pénal 2015, comm. 91.
7. Règles procédurales applicables en matière de crédits de réduction de peine, note sous Cass. crim., 15 avril 2015, pourvoi n°14-80417 : Dr. pénal 2015, comm. 104.
8. Principe de nécessité des peines et double condamnation par la France et un autre État, note sous Cass. crim., 15 avril 2015, pourvoi n°15-90001: Dr. pénal 2015, comm.
9. Requête en adaptation d'une peine étrangère, note sous Cass. crim., 24 juin 2015, pourvoi n°13-87316 : Dr. pénal 2015, comm. 119.
10. Application dans le temps de la diminution de peine instaurée au profit du coupable atteint d'un trouble mental, note sous Cass. crim., 15 septembre 2015, pourvoi n°14-86135: Dr. pénal 2015, comm. 133.
11. De l'instrumentalisation de la libération conditionnelle, note sous Cass. crim., 23 septembre 2015, pourvoi n°14-85708: Dr. pénal 2015, comm. 172.
12. Contrainte pénale- Application de la loi dans le temps, note sous Cass. crim., 14 avril 2014 (3 arrêts), pourvoi n°15-80858, n°14.84473, n°14-84260 : RPDP 2015-4, p. 425 à 430.
13. Légalité des peines : conformité à l'article 8 de la DDHC de la peine de fermeture d'un débit de boissons, note sous Cons. const., 16 octobre 2015 déc. 2015-493 QPC : RPDP 2015-5, p. 974 à 980.
14. L'apport de l'Assemblée plénière à la définition de la notion de procédé déloyal de recherche des preuves, note sous Cass. ass. plén., 6 mars 2015, JCP 2015, 558.
15. Responsabilité pécuniaire des personnes morales titulaires de certificats d'immatriculation de véhicules, note sous Cass. crim., 23 juill. 2014 (5 arrêts), n° 14-90.027, n° 14-90.028, n° 14-90.029, n° 14-90.030 et n° 14-90.031 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 46, janvier 2015, pp. 126 à 127.
16. Sort des biens placés sous main de justice, note sous Cons. constit., déc. n° 2014-406, QPC du 9 juillet 2014: Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 46, janvier 2015, pp. 128-129.
17. Droit à réparation des victimes d'infraction pénale, note sous Cass. Commission nationale de réparation des détentions, 9 juill. 2014 (2 arrêts), n° 14 CRD 024 et n° 14 CDR 025 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 46, janvier 2015, pp. 129-132.
18. Crédit de réduction de peine, note sous Cons. constit., 11 juill. 2014, déc. n° 2014-408, QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 46, janvier 2015, pp. 136-138.
19. Enquête en matière de criminalité organisée, note sous Cons. const., QPC, n° 2014-420/421 du 9 oct. 2014 ; QPC, n° 2014-428 du 21 nov. 2014 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 47, avril 2015, pp. 158 à 162.
20. Détention provisoire d'une personne atteinte de troubles psychiques au moment des faits, note sous Cass. crim., 30 septembre 2014 (3 arrêts), pourvois n° 14.84-637, n° 14.85-642 et n° 14-84.638 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 47, avril 2015, pp. 162 à 163.
21. Droit pénal international – Extradition, note sous Cons. const., 14 nov. 2014, QPC n° 2014-427: Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 47, avril 2015, pp. 166-167.
22. Audition libre. Loi dans le temps, note sous Cass. crim., 17 févr. 2015, QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 48, juin 2015, pp. 180-181.
23. Détention provisoire. Délai de décision de la chambre de l'instruction, note sous C. constit.,

- 29 janvier 2015, déc. n° 2014-446 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 48, juin 2015, pp. 182-185.
24. Droit de la défense. Audition d'une personne dans le cadre d'un mandat d'arrêt européen et d'une extradition, note sous Cass. crim., 6 janvier 2015, n° 14-87.893 (non-lieu à renvoi) – 21 janvier 2015, n° 14-87.380, n° 14-87.042 et n° 14-87.377 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 48, juin 2015, pp. 185-186.
25. Réduction de peine, note sous CE (6e et 1re sous-sections réunies), 25 mars 2015, req. n° 374401 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 48, juin 2015, pp. 191-192.
26. Poursuite des infractions en matière militaire en temps de paix, note sous Cons. constit. 24 avril 2015, déc. n° 2015-461 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 49, octobre 2015, pp. 168 à 171.
27. Nouvelle poursuite en France pour des faits commis par un étranger sur le territoire de la République française, note sous Cass. crim., 15 avril 2015, pourvoi n° 15-90001 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 49, octobre 2015, pp. 171- 174.
28. Procédure de mise en examen d'une personne ayant le statut de témoin assisté, note sous Cass. crim., 6 mai 2015, pourvoi n° 14-87984 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 49, octobre 2015, pp. 174- 176.
29. Procédure de comparution immédiate. Saisine de la juridiction de jugement. Rôle du JLD, note sous Cass. crim., 22 juill. 2015, n° 15-90.010 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 50, décembre 2015, pp.
30. Détention provisoire en attente du jugement, note sous Cass. crim. 22 juill. 2015, n° 15-90.008 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 50, décembre 2015, pp.
31. Secret de l'instruction. Pouvoir de communication du parquet, note sous Cass. crim., 30 sept. 2015, n° 15-90.014 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 50, décembre 2015, pp.

2014

1. Altération du discernement d'un auteur récidiviste et choix de la peine : note sous Cass. crim., 29 janvier 2014 : pourvoi n° 12-85.603 : Dr. pénal mars 2014, comm. 50.
2. Cumul limité des amendes pénales et boursières et droit de l'Union européenne : note sous Cass. crim., 22 janvier 2014 : pourvoi n°12-83.579 : Dr. pénal avril 2014, comm. 67.
3. L'application du principe de la prohibition de *la reformatio in pejus* devant le président de la chambre de l'application des peines : note sous Cass. crim., 12 février 2014 : pourvoi n° 13-81683 : Dr. pénal 2014, comm. 83.
4. Les contraintes procédurales imposées au président de la chambre de l'application des peines : note sous Cass. crim., 9 avril 2014 : pourvoi n° 13-85617 : Dr. pénal 2014, comm. 100.
5. Recevabilité d'une demande de permission de sortir et pluralité de peines : note sous Cass. crim., 7 avril 2014 : avis n°15005 : Dr. pénal comm. 115.
6. Computation de la période de sûreté en cas de pluralité de peine : note sous Cass. crim., 25 juin 2014 : pourvoi n°14-81793 : Dr. pénal 2014, comm. 123.
7. Nature juridique du retrait d'un crédit de réduction de peine : note sous Conseil constitutionnel, 11 juillet 2014, déc. n°2014-408 QPC : Dr. pénal 2014, comm. 134.
8. Motifs de révocation d'une libération conditionnelle : note sous Cass. crim., 3 septembre 2014, pourvoi n°13-83542 : Dr. pénal 2014, comm. 143.
9. Application dans le temps des dispositions de la loi du 15 août 2014 supprimant les peines-plancher : note sous Cass. crim., 14 octobre 2014, pourvoi n°13-85.779 : Dr. pénal 2014, comm. 153.
10. Permission de sortir et pluralité de peines : retour sur un dispositif des plus complexes, note de jurisprudence sous Cass. crim., 7 avril 2014, avis n°15005 : RPDP 2014-2, pp. 409 à 413.
11. Contrainte pénale, note sous Cons. constit., 7 août 2014, déc. n°2014-696 DC : RPDP 2014-4, p. 927 à 932.
12. Période de sûreté, note sous Cass. crim., 25 juin 2014, pourvoi n°14-81793 : RPDP 2014-4, p. 936 à 941.
13. Sursis non avenu, note sous Cass. crim., 14 octobre 2014, pourvoi n°13-87636 : RPDP 2014-4, p. 944 à 946.
14. Magistrats compétents en matière économique et financière, note sous Cons. constit., 4 déc. 2013,

déc. n°2013-680 DC, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 42, janvier 2014, pp. 146-147.

15. Application des dispositions relatives à la criminalité organisée à la lutte contre la fraude fiscale, note sous Cons. constit., 4 déc. 2013, déc. n°2013-679 DC, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 42, janvier 2014, pp. 147-148.
16. Géolocalisation, note sous Cass. crim., 19 nov. 2013, pourvoi n°13-84909, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 42, janvier 2014, pp. 149-150.
17. Délai raisonnable, note sous Cass. crim., 3 déc. 2013, pourvoi n°13-90027, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 42, janvier 2014, pp. 150-151.
18. Procédure applicable aux mineurs délinquants, note sous Cons. constit., 29 nov. 2013, déc. n°2013-356 QPC, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 42, janvier 2014, p. 151.
19. Peines maximales, note sous Cons. constit., 4 déc. 2013, déc. n°2013-679 DC, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 42, janvier 2014, p. 152.
20. Droit de la peine - Principe d'égalité, note sous Cass. crim., 25 sept. 2013 : pourvoi n°13-81210 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 43, avril 2014, pp. 155 à 156.
21. Retrait des réductions de peine – Exigence d'impartialité, note sous Cass. crim., 7 août 2013 : pourvoi n°13-84500 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 43, avril 2014, p. 156.
22. Détention provisoire, note sous Cass. crim., 21 août 2013 : pourvoi n°13-83774 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 43, avril 2014, pp. 156-157.
23. Droit d'appel de la partie civile, note sous Cons. constit., 31 janvier 2014 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 44, juin 2014, pp 110 à 111.
24. Calcul du montant maximal de la peine par référence au chiffre d'affaires d'une société et principe de proportionnalité de la peine, note sous Cons. constit., 4 déc. 2013 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 44, juin 2014, pp 112 à 113.
25. Compétence et organisation des établissements pénitentiaires, note sous Cons. constit., 25 avril 2014, déc. n°2014-393 QPC : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 45, octobre 2014, pp.175-176.
26. Droit à un recours effectif, note sous Cass. crim., 9 avril 2014, QPC, pourvoi n° 14-90005 – Cass. crim., 8 avril 2014, QPC, pourvoi n° 13-86006 – Cass. crim., 30 avril 2014, QPC, pourvoi n° 13-85558 – Cons. const., 4 avril 2014, déc. 2014-387 QPC – Cons. const., 11 avril 2014 : déc. n° 2014-390 QPC – Cons. const., 13 juin 2014, déc. QPC n° 2014-403 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 45, octobre 2014, pp.176-180.

2013

1. Préservation de la liberté de choix de la peine prononcée à l'endroit d'un malade mental : note sous Cass. crim. 6 novembre 2012 pourvoi n°12-82190 : Dr. pénal fév. 2013, comm. 32.
2. Crédit de réduction de peine, récidiviste et application de la loi dans le temps : note sous Cass. crim. 12 décembre 2012 pourvoi n°12-90600 : Dr. pénal mars 2013, comm. 51.
3. Rôle du chef de l'établissement pénitentiaire dans la procédure d'octroi d'une réduction de peine : note sous Cass. crim., 9 janvier 2013, pourvoi n°12-86.832 : Dr. pénal avril 2013, comm. 68.
4. Conditions du prononcé d'un stage de citoyenneté : note sous Cass. crim., 5 mars 2013, pourvoi n°12-80.891: Dr. pénal mai 2013, comm. 85.
5. Libération conditionnelle d'un étranger : entre droit commun et régime dérogatoire : note sous Cass. crim., 4 avril 2013, pourvoi n°13-80447 : Dr. pénal juin 2013, comm. 102.
6. Contrôle de la motivation spéciale des peines d'emprisonnement ferme : note sous Cass. crim., 17 avril 2013, pourvoi n°12-86054: Dr. pénal juillet-août 2013, comm. 118.
7. Conditions du relevé d'office d'un état de récidive légale : note sous Cass. crim., 23 mai 2013, pourvoi n° 12-83.721 : Dr. pénal septembre 2013, comm. 137.
8. L'interruption du délai de prescription de la peine : note sous Cass. crim. 26 juin 2013, pourvoi n°12-81646 et Cass. crim. 26 juin 2013, pourvoi n°12-88265 : Dr. pénal octobre 2013, comm. 150.
9. Les conditions de compatibilité des peines perpétuelles à l'article 3 de la CSDH : note sous CEDH, gde chambre, Vinter et autres c/ Royaume-Uni : Dr. pénal novembre 2013, comm. 165.
10. Période de sûreté : décision spéciale versus motivation spéciale : note sous Cass. crim. 23 octobre 2013 : pourvoi n°12-88285 : Dr. pénal décembre 2013, comm. 178.
11. Erreur dans la caractérisation d'un état de récidive criminelle : note sous Cass. crim. 6 novembre

- 2013 : pourvoi n°13-83798 : Dr. pénal janvier 2014, comm. 18.
12. Critère de fixation du montant maximum de la peine encourue par une personne morale : note sous Conseil constitutionnel 4 décembre 2013, n° 2013-679 DC : Dr. pénal février 2014, comm. 33.
 13. Règles d'adoption des décisions relatives aux réductions de peine, note de jurisprudence sous Cass. crim., 9 janvier 2013, pourvoi n°12-86.832 : RPDP 2013-2, pp. 430 à 435.
 14. Libération conditionnelle, note de jurisprudence sous Cass. crim., 4 avril 2013, pourvoi n°13-80447 : RPDP 2013-2, pp. 435 à 438.
 15. Interruption de la prescription de la peine, note de jurisprudence sous Cass. crim., 26 juin 2013 (2 arrêts), pourvoi n°12-81646 et pourvoi n°12-88265: RPDP 2013-4, pp. 982 à 987.
 16. Le travail des détenus, note de jurisprudence sous Cons. constit., QPC n°2013-320/321 du 14 juin 2013-11-29 et Tribunal des conflits, n°C 3918 du 14 octobre 2013: RPDP 2013-4, pp. 991 à 995.
 17. Suspension du délai de prescription, note sous Cass. crim., 4 déc. 2012, pourvoi n°12-86347 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 40, juin 2013, pp. 185.
 18. Déclenchement de l'action publique : modes de poursuites, note sous Cass. crim., 6 mars 2013, pourvoi n°12-90078: Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 40, juin 2013, pp. 186.
 19. Application dans le temps des règles de calcul des réductions de peine, note sous Cass. crim., 12 déc. 2012, pourvoi n°12-90060 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 40, juin 2013, pp. 186.
 20. Procédure de retrait de réductions de peine, note sous Cass. crim., 9 janv. 2013, pourvoi n°12-86832 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 40, juin 2013, pp. 186-187.
 21. Principe de l'égalité des armes, note sous Cass. crim., 9 janvier 2013, pourvoi n°12-86753 : Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 40, juin 2013, pp. 187.
 22. Droit de la presse – Spécificité substantielle : le domaine de *l'exceptio veritatis*, note sous Cons. constit., déc. n°2013-319 QPC du 7 juin 2013, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 41, octobre 2013, pp. 267-268.
 23. Droit de la presse – Spécificité procédurale : les délais de prescription de l'action publique, note sous Cass. crim., 22 janvier 2013 : pourvoi n°12-90064 et sous Cons. constit., déc. n°2013-302 QPC du 12 avril 2013, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 41, octobre 2013 p. 268.
 24. Droit de la presse – Spécificité procédurale : les formalités de la citation en justice, note sous Cons. constit., déc. n°2013-311 QPC du 17 mai 2013, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 41, octobre 2013 p. 269.
 25. Garde à vue – Notification des droits à la personne gardée à vue de nationalité étrangère, note sous Cass. crim., 16 avril 2013 : pourvoi n°12-90006, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 41, octobre 2013 p. 269-270.
 26. Droit de la peine – Obligation de motivation spéciale des décisions, note sous Cass. crim., 26 juin 2013 : pourvois n°12-87637 et n°12-87863, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 41, octobre 2013 p. 270-271.
 27. Travail des détenus, note sous Cons. constit., déc. n°2013-302 QPC du 14 juin 2013, déc. n°2013-320/321 QPC, Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, n° 41, octobre 2013 p. 271-272.

Chroniques annuelles à la revue Droit pénal Lexisnexis

Titulaire d'une chronique avec V. Peltier depuis 2013. Ci-dessous ne sont mentionnés que les références de ces chroniques. Chacune d'elles comportent de multiples observations personnels (identifiables grâce à mes initiales EB) et parus à compter de 2020.

Autres

Dignité et conditions d'exécution des mesures de garde à vue, note sous Décision n°2023-1064 QPC du 6 octobre 2023, Le club des juristes.

